

Cette décision a fait l'objet d'un erratum publié le 14 novembre 2022

Décision n°2022-0723
de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes
et de la distribution de la presse
en date du 31 mars 2022
proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et
les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les
bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes
900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy pour établir et exploiter un réseau
radioélectrique mobile ouvert au public

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après « l'Arcep »),

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu la décision 2008/411/CE de la Commission européenne du 21 mai 2008 modifiée sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400 - 3800 MHz pour les systèmes de terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté ;

Vu la recommandation ECC/REC/21(02) de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications relative à l'application des conditions techniques les moins restrictives dans la décision ECC (11)06 pour assurer la protection des systèmes de radiolocalisation militaires fonctionnant en dessous de 3400 MHz des petites cellules intérieures non AAS fonctionnant dans la bande 3400 – 3800 MHz ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2022/173 de la Commission en date du 7 février 2022 sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union, abrogeant la décision 2009/766/CE ;

Vu la décision 2012/688/UE de la Commission européenne en date du 16 octobre 2009 sur l'harmonisation des bandes de fréquences 1 920 - 1 980 MHz et 2 110 - 2 170 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union, modifiée par la décision d'exécution (UE) 2020/667 date du 6 mai 2020 ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »), et notamment ses articles L. 32, L. 32-1, L. 33-1, L. 33-12, L. 34-8-1-1, L.34-8-1-2, L. 36-7, L. 41-2, L. 42-1, L.42-1-1, L. 42-2, L. 42-3, R. 20-44-6, R. 20-44-7, R. 20-44-9 à R. 20-44-9-12 et D. 98 à D. 98-13 ;

Vu les articles L. 420-1 et L. 430-1 du code de commerce ;

Vu le décret n° 2002-0775 du 3 mai 2002 pris en application du 12 de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2021 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2016-1678 de l'Arcep en date du 6 décembre 2016 modifiée relative aux contenus et aux modalités de mise à disposition du public d'informations relatives à la couverture des services mobiles et aux méthodes de vérification de la fiabilité de ces informations ;

Vu la consultation publique menée par l'Arcep du 2 décembre 2020 au 15 janvier 2021 relative à de nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la consultation publique menée par l'Arcep du 25 mars 2021 au 23 avril 2021 relative à l'attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy ;

Vu la consultation publique menée par l'Arcep du 13 septembre 2021 au 26 novembre 2021 relative aux projets d'annexes aux décisions proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy ;

Vu la consultation publique menée par le Gouvernement du 11 mars au 12 avril 2022 sur les modalités financières des prochaines attributions de fréquences dans les Antilles et en Guyane ;

Vu le courrier du secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques en date du 15 décembre 2020 ;

Après en avoir délibéré le 31 mars 2022,

Pour les motifs suivants :

1 Contexte

Afin de répondre aux attentes, toujours plus importantes, des utilisateurs grand public et professionnels désireux d'accéder à des services mobiles à très haut débit performants et fiables, l'Arcep a attribué et continue l'attribution de nouvelles bandes de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles ouverts au public.

La bande 700 MHz a déjà été attribuée en France métropolitaine¹ en 2015 et une partie de la bande 3,4 - 3,8 GHz en 2020².

¹<https://www.arcep.fr/actualites/les-communiqués-de-presse/detail/n/larcep-delivre-leurs-autorisations-aux-laureats.html>

²<https://www.arcep.fr/actualites/les-communiqués-de-presse/detail/n/5g-131120.html>

L'Arcep a mené une première consultation publique du 2 octobre 2020 au 15 janvier 2021, sur l'attribution de nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles, notamment à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, et une seconde consultation, du 25 mars au 23 avril 2021, sur l'attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy. Les retours aux deux consultations ont permis de faire le constat d'une demande de spectre dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin, et dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy, et d'une situation qui nécessite, pour la bonne utilisation des fréquences, de limiter le nombre d'autorisations d'utiliser ces fréquences sur les territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour établir et exploiter un réseau mobile ouvert au public.

L'Arcep a donc mené, du 13 septembre 2021 au 26 novembre 2021, une consultation publique sur les modalités et conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz et à Saint-Barthélemy pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public. Cette consultation publique a donné lieu à huit contributions.

Dans ce contexte, au regard des orientations du gouvernement transmises par un courrier en date du 27 août 2021 et dans le respect des objectifs de régulation fixés par la loi, l'Arcep propose au ministre chargé des communications électroniques, par la présente décision, les modalités et conditions suivantes d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy.

2 Cadre réglementaire applicable à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

La présente décision proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy s'inscrit dans le cadre réglementaire européen et national. Le cadre réglementaire européen applicable pour l'attribution des autorisations d'utilisation de fréquences radioélectriques repose à la date de la présente décision sur les dispositions de la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et de sa transposition en droit national.

En droit national, les dispositions pertinentes figurent aux articles L. 41 et suivants du CPCE, en particulier aux articles L. 42-1 et suivants et L. 42-2 de ce même code.

L'article L. 42-1 du CPCE dispose notamment que « *1. – L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse attribue les autorisations d'utilisation des fréquences radioélectriques dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires tenant compte des besoins d'aménagement du territoire. [...]* ».

Aux termes des dispositions de l'article L. 42-2 du CPCE, « *1. – L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse peut, après consultation publique, limiter, dans une mesure permettant d'assurer des conditions de concurrence effective, le nombre d'autorisations d'utilisation de fréquences. [...]* »

La présente décision se fonde ainsi sur l'article L. 42-2 du CPCE.

Enfin, la présente décision a vocation à être complétée par les textes ministériels relatifs aux redevances dues pour l'utilisation des fréquences.

3 Fréquences concernées

Les procédures d'attribution d'autorisation d'utilisation des fréquences faisant l'objet de la présente décision visent à attribuer des fréquences disponibles dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

Concernant la bande 700 MHz, un accord de coordination avec les administrations des îles voisines³ désignant les fréquences de la sous-bande 723 - 733 MHz et leur duplex 778 -788 MHz comme préférentielles pour le plan américain, amène l'Arcep à ne pas proposer leur attribution. Les fréquences dans la bande 700 MHz concernées par la présente décision sont ainsi les fréquences des sous-bandes 703 - 723 MHz et 758 - 778 MHz utilisables en mode de duplexage fréquentiel (FDD).

4 Durée des autorisations d'utilisation de fréquences

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz qui seront délivrées à l'issue des présentes procédures à Saint-Martin et Saint-Barthélemy auront une durée initiale de 15 ans à compter de la date de leur délivrance. Chaque autorisation sera prolongée pour une durée de cinq ans, sous réserve de l'accord de son titulaire, à la suite d'un bilan préalablement effectué par l'Arcep trois ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation. Cette prolongation sera assortie, le cas échéant, d'une modification des conditions d'utilisation de l'autorisation (en fixant par exemple de nouvelles obligations) afin de permettre d'assurer les objectifs relatifs à l'aménagement du territoire, à une concurrence effective et loyale, au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité et à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences. La modification éventuelle des conditions d'utilisation de l'autorisation s'exerce sans préjudice des dispositions prévues par la réglementation en vigueur relative à la redevance due au titre de l'utilisation des fréquences.

La durée d'autorisation de 15 ans est adaptée au niveau d'investissements requis pour remplir les obligations prévues par la procédure. Elle est par ailleurs conforme au 2° du II de l'article L. 42-1 du CPCE qui prévoit une durée maximale de 20 ans ainsi qu'au IV de ce même article qui prévoit que la durée des autorisations soit au minimum de 15 ans et que celles-ci puissent être prolongées pour une durée appropriée lorsque cela est nécessaire, notamment pour garantir la prévisibilité de la régulation sur une durée d'au moins 20 ans en ce qui concerne les conditions d'investissement des infrastructures qui dépendent de l'utilisation de ce spectre radioélectrique.

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz qui seront délivrées à l'issue des présentes procédures d'attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy, auront pour échéance le 30 avril 2025, au regard des objectifs de régulation de l'article L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques, en particulier de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des fréquences radioélectriques et dans la mesure où la majorité des autres autorisations d'utilisation de fréquences qui ont été délivrées dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy ont pour échéance le 30 avril 2025.

³https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/coordination/Accords_par_pays/Agreement_Mobile_694_-_3600_MHz_AIA__F__SXM__BES_20160610.pdf.

5 Les objectifs des présentes procédures

Les modalités d'attribution de fréquences proposées au ministre chargé des communications électroniques veillent à la prise en compte des objectifs assignés à la régulation des communications électroniques fixés par l'article L. 32-1 du CPCE. En particulier, l'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz, et 3,4 – 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz, et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy vise à répondre aux principaux objectifs suivants :

- l'aménagement numérique du territoire ;
- le développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques ;
- l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseaux et les fournisseurs de services de communications électroniques ;
- l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences radioélectriques.

Les paragraphes suivants détaillent la prise en compte de ces différents objectifs dans les modalités d'attribution.

5.1 L'aménagement numérique du territoire

L'article L. 32-1 du CPCE fixe notamment l'objectif de régulation suivant : « *L'aménagement et l'intérêt des territoires et la diversité de la concurrence dans les territoires* ». L'article L. 42-1 du CPCE prévoit également que l'Arcep attribue les autorisations d'utilisation des fréquences dans des conditions « *tenant compte des besoins d'aménagement du territoire* ». Le III de l'article L. 42-2 dispose en outre que « [...] *dans tous les cas où cela est pertinent, [...] les obligations de déploiement tiennent prioritairement compte des impératifs d'aménagement numérique du territoire* ».

En application de ces dispositions, la procédure pour l'attribution des fréquences de la bande 700 MHz prévoit des obligations socles d'aménagement numérique du territoire :

- une obligation de couverture de zones pré-identifiées, pour apporter ou renforcer la couverture mobile sur des zones précises, identifiées comme prioritaires par les territoires (collectivités territoriales et préfetures). La couverture de ces zones sera entièrement assurée par les opérateurs ;
- une obligation de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile à très haut débit, depuis au minimum 50% des sites⁴ des réseaux mobiles en utilisant les fréquences dans la bande 700 MHz. Une telle obligation vise à augmenter la capacité et à améliorer les performances des réseaux mobiles.
- des obligations de partage de réseaux pour accélérer l'atteinte par l'ensemble des lauréats des obligations de couverture de zones pré-identifiées et de déploiement sur des emplacements mis à disposition susmentionnées ;

De plus, la procédure pour l'attribution des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz prévoit des obligations socles d'aménagement numérique du territoire et des engagements que les candidats peuvent prendre et qui seront retranscrits en tant qu'obligations dans leurs autorisations s'ils sont lauréats des blocs de fréquences attribués sous réserve de souscription à l'ensemble des engagements prévus :

- une obligation de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz avec des performances équivalentes à celles permises par les équipements de réseaux 5G (un débit descendant maximal théorique d'au moins 100 Mbit/s par bloc de

⁴ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs.

10 MHz et une latence d'au plus 5 ms) dans les 5 ans après l'attribution des fréquences. Une telle obligation d'amélioration des performances des réseaux mobiles, y compris de la collecte des sites, vise à permettre aux utilisateurs finals de bénéficier d'un accès mobile aux performances améliorées Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

- un engagement lié à l'ouverture d'offres 4G pour l'accès fixe à internet : cet engagement est de nature à assurer la disponibilité d'un service d'accès fixe à internet dans les territoires où les débits sont insuffisants, dès lors que le réseau mobile présente la capacité suffisante pour assurer un accès fixe tout en préservant une qualité de service satisfaisante pour les utilisateurs mobile ;
- des engagements liés à la transparence avec la fourniture d'informations au public et à l'Arcep sur les déploiements prévisionnels de sites et les pannes de réseau afin de rendre concrètes pour tous les perspectives de déploiement des futurs réseaux et d'amélioration de la couverture mobile et de la disponibilité du service.

Par ailleurs, les procédures pour l'attribution des bandes 900 MHz et 2,1 GHz prévoient une obligation d'utilisation effective des fréquences des bandes 900 MHz et 2,1 GHz qui sont attribuées dans le cadre des présentes procédures, 24 mois après la délivrance des autorisations d'utilisation de fréquences et tout au long de la validité de celles-ci.

5.2 Le développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité

Le III de l'article L. 42-2 du CPCE prévoit que l'Arcep peut attribuer les autorisations d'utilisation des fréquences sur des critères portant « *sur la contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1* ». L'article L. 32-1 du CPCE fixe notamment les objectifs suivants : « *le développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques* » et « *[...] la promotion des investissements et de l'innovation dans les infrastructures améliorées et de nouvelle génération [...]* ».

En application de ces dispositions, les présentes procédures prévoient :

- s'agissant de la bande 3,4 - 3,8 GHz, un engagement relatif à la couverture à l'intérieur des bâtiments : cet engagement, qui porte sur l'activation de la voix et les SMS sur Wifi, a pour but d'accompagner la demande croissante d'usages mobiles depuis l'intérieur des bâtiments ;
- s'agissant des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz, une obligation de support d'IPv6 applicable aux lauréats obtenant des fréquences dans les bandes 700 MHz et/ou 3,4 - 3,8 GHz afin d'assurer l'interopérabilité des services et ne pas freiner l'utilisation de services uniquement disponibles en IPv6 dans un contexte d'augmentation du nombre de terminaux et d'une pénurie d'adresses IPv4 au RIPE NCC⁵.

5.3 Une concurrence effective et loyale entre les opérateurs

L'article L. 32-1 du CPCE dispose que : « *l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prend, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées en vue d'atteindre les objectifs suivants : 1° L'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques [...]* ».

⁵ Le RIPE NCC (réseaux IP européens - *Network Coordination Centre*) est le registre régional d'adresses IP, qui alloue les IP pour l'Europe et le Moyen-Orient.

En application de ces dispositions, les présentes procédures prévoient des mécanismes de sélection visant à limiter les déséquilibres spectraux tout en permettant aux candidats de se différencier.

Le mécanisme pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz comprend notamment :

- un plafond de fréquences de 100 MHz dans la bande 3,4 - 3,8 GHz pour un réseau mobile. Ce plafond vise notamment à prévenir le risque de déséquilibres trop importants dans les patrimoines de fréquences des opérateurs mobiles qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale. Cette limite pourra, le cas échéant, être modifiée à la suite d'un changement de circonstances le justifiant.
- un dispositif incitatif pour attribuer jusqu'à quatre blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz aux candidats ayant souscrit aux engagements prévus. Ce dispositif répond aux objectifs de régulation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE et en particulier les objectifs d'aménagement du territoire et de développement de l'innovation et de la compétitivité et de la concurrence effective et loyale entre les opérateurs. La quantité de fréquences de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz permet la réalisation de l'ensemble des engagements et est nécessaire pour inciter les candidats à souscrire aux engagements prévus.

Dans le cas où cinq candidats qualifiés ou plus souscriraient à ces engagements, les quatre candidats attributaires d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz seraient sélectionnés dans le cadre d'une enchère financière fermée à un tour au second prix, aussi appelée enchère de Vickrey, qui permet aux candidats d'enchérir selon la valorisation qu'ils font du bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz ;

Cette segmentation par bloc de 50 MHz est cohérente avec les tailles de canalisation des technologies les plus usuelles et pressenties pour être utilisées dans la bande et laisse la possibilité d'attribuer différentes quantités de fréquences aux acteurs.

- une enchère combinatoire à un tour sous pli fermé visant à attribuer l'ensemble des fréquences restant disponibles dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, par blocs de 10 MHz, pour permettre un accès au spectre aux candidats qui ne souhaiteraient pas souscrire aux engagements et pour permettre, en tout état de cause, à l'ensemble des candidats d'enrichir et le cas échéant de différencier leur patrimoine de fréquences. Au minimum 180 MHz seront disponibles lors de cette enchère.

Le mécanisme pour l'attribution de la bande 700 MHz comprend notamment :

- un plafond de fréquences de 10 MHz duplex dans la bande 700 MHz pour un réseau mobile. Ce plafond vise notamment à prévenir le risque de déséquilibres trop importants dans les patrimoines de fréquences des opérateurs mobiles qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale. Cette limite pourra, le cas échéant, être modifiée à la suite d'un changement de circonstances le justifiant.
- une enchère combinatoire à un tour sous pli fermé visant à attribuer l'ensemble des fréquences de la bande 700 MHz, par blocs de 5 MHz duplex, pour permettre aux candidats de différencier leur patrimoine de fréquences.

Cette segmentation par bloc de 5 MHz est cohérente avec les tailles de canalisation des technologies les plus usuelles et pressenties pour être utilisées dans la bande et laisse la possibilité d'attribuer différentes quantités de fréquences aux acteurs.

- Le mécanisme d'attribution du bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz et le mécanisme d'attribution du bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz à Saint- Barthélemy comprennent chacun une enchère combinatoire à un tour sous pli fermé visant respectivement, à attribuer le bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz et le bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz, pour permettre aux candidats de différencier leur patrimoine de fréquences.

La procédure d'attribution prévoit qu'un candidat ne pourra pas détenir :

- à Saint-Martin, en incluant la bande 700 MHz attribuée dans le cadre des présentes procédures,
- à Saint-Barthélemy, en incluant la bande 700 MHz et la bande 900 MHz attribuées dans le cadre des présentes procédures,

plus de 30 MHz duplex dans l'ensemble des bandes basses (700 MHz, 800 MHz et 900 MHz) et plus de 25 MHz duplex dans l'ensemble des bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins (700 MHz, 800 MHz et 900 MHz).

Le plafond de 30 MHz dans l'ensemble des bandes basses représente près d'un tiers du total des ressources existantes (95 MHz dans l'ensemble des bandes basses). L'attribution à un même opérateur d'une quantité de fréquences supérieure à ce plafond pourrait donc créer un risque de déséquilibre concurrentiel dans la mesure où ces bandes basses, qui permettent la couverture des zones les moins denses ou de l'intérieur des bâtiments dans des conditions économiques favorables, sont stratégiques pour les opérateurs mobiles.

Au vu de la quantité limitée en bandes basses de fréquences compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins du fait des spécificités relatives aux fréquences de la bande 700 MHz sur ces territoires (cf. partie 3), l'Autorité a également retenu un plafond de 25 MHz en bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins. Ce plafond représente près d'un tiers du total des ressources dans l'ensemble des bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins (75 MHz duplex dans les bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins). L'attribution à un même opérateur d'une quantité de fréquences compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins supérieure à ce plafond pourrait donc créer un risque de déséquilibre concurrentiel.

5.4 Une gestion et une utilisation efficaces du spectre

L'article L. 32-1 du CPCE dispose que : « *l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prend, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées en vue d'atteindre les objectifs suivants : [...] 7° L'utilisation et la gestion efficaces des fréquences radioélectriques [...]* ».

En application de ces dispositions, les présentes procédures prévoient :

- un plancher de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz : les lauréats doivent obtenir une quantité minimale de fréquences de 40 MHz qui permet le respect des obligations socles, limite la fragmentation de la bande et favorise ainsi le déploiement de canalisations larges permettant une meilleure efficacité spectrale plus à même d'apporter une rupture avec les performances de débits des réseaux actuels ;
- des mécanismes de positionnement transparents prenant en compte les préférences des lauréats : le positionnement des blocs de fréquences contigües obtenus par les lauréats des présentes procédures peut être un enjeu pour eux à plusieurs titres, notamment dans la bande 3,4 - 3,8 GHz la compatibilité avec les phénomènes d'intermodulation dus aux fréquences attribuées dans la bande 1800 MHz ou toutes autres contraintes dans les bandes. Ce positionnement est donc déterminé par une enchère combinatoire au second prix permettant aux lauréats de valoriser chaque position possible dans la bande selon leurs préférences ;
- la possibilité d'autoriser d'autres acteurs à utiliser les fréquences dans des conditions encadrées : dans la mesure où il est possible d'utiliser les mêmes fréquences sans impact sur les réseaux mobiles, les droits d'utilisation des fréquences attribuées au titre des présentes procédures prévoient, afin de rendre plus efficace l'utilisation du spectre, la possibilité

d'autoriser à compter du 1^{er} janvier 2031 d'autres acteurs pour une utilisation secondaire des bandes de fréquences 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz. Les modalités d'autorisation d'utilisateurs secondaires seront déterminées, au regard des objectifs de régulation, notamment ceux relatifs à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences et à la concurrence effective et loyale, après consultation des titulaires des fréquences attribuées au titre des présentes procédures et à la lumière des résultats d'un bilan de la mise en œuvre et des besoins. Dans le cas d'une utilisation secondaire, l'utilisateur secondaire ne bénéficiera alors pas d'une garantie de non brouillage vis-à-vis des titulaires et ne devra pas entraîner de brouillages préjudiciables à leurs activités.

Une telle possibilité est cohérente avec la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 qui promeut l'utilisation partagée du spectre radioélectrique et la flexibilité dans l'utilisation de ce dernier.

- Un réseau préexistant : il est demandé aux candidats de justifier qu'ils peuvent s'appuyer sur un réseau mobile préexistant⁶ à Saint-Martin et/ou à Saint-Barthélemy.

5.5 Bilans de la mise en œuvre et des besoins

Au regard du rythme des innovations et des demandes qu'elles vont susciter dans une économie de plus en plus numérisée, il est difficile de cerner dès à présent l'ensemble des usages et des besoins y compris en couverture auxquels les réseaux mobiles qui utiliseront les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy devront pouvoir répondre.

De ce fait, pour créer un environnement propice à la compétitivité et l'innovation sur toute la durée des autorisations d'utilisation des fréquences et en conformité avec le II de l'article L. 42-2 du CPCE qui précise que « [...] *Le ministre chargé des communications électroniques fixe, sur proposition de l'Arcep : 1° Les conditions d'attribution des autorisations et les justifie ; [...] 3° Les conditions de modification et de renouvellement des autorisations d'utilisation [...]* », les obligations, notamment de déploiement, pourront être revues à l'issue du bilan en 2030 sur leur mise en œuvre et sur l'évolution des besoins correspondants.

Les adaptations éventuelles des obligations seront déterminées de façon proportionnée et dans le respect d'un équilibre global par rapport aux conditions d'attribution, après concertation avec le titulaire et en accord avec celui-ci et, le cas échéant, après consultation publique.

6 Considérations complémentaires sur l'utilisation des fréquences

6.1 Mise à jour des conditions techniques dans la bande 3,4 – 3,8 GHz

Les conditions techniques d'utilisation des fréquences de la bande 3,4 – 3,8 GHz prévues par la réglementation en vigueur sont notamment définies à ce jour par la décision 2008/411/CE de la Commission européenne du 21 mai 2008 modifiée par la décision 2019/235/CE de la Commission européenne du 24 janvier 2019 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400 - 3800 MHz pour

⁶ Notamment un réseau détenu en propre ou un réseau auquel le candidat a accès grâce à un contrat de partage d'infrastructures passives ou d'installations actives (à l'exclusion d'un contrat d'itinérance).

les systèmes terrestres capables de fournir des services paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté européenne.⁷

La recommandation ECC/REC/21(02)⁸ de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications a fait évoluer les conditions techniques pouvant être appliquées au déploiement des points d'accès sans fil à portée limitée à l'intérieur des bâtiments dans la bande 3,4 - 3,8 GHz depuis le lancement de la consultation publique de l'Arcep sur les modalités et conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz et à Saint-Barthélemy en date du 13 septembre 2021 au 26 novembre 2022.

En application de ces dispositions, la procédure pour l'attribution des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz prévoit les conditions techniques d'utilisation de ces fréquences auxquelles sont soumis les titulaires d'autorisation d'utilisation de fréquences dans cette bande.

6.2 Protection des stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz

Les stations de base de réseaux mobiles dans la bande 3420 - 3800 MHz sont susceptibles de causer des brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite opérant dans la bande 3,8 - 4,2 GHz.

Les conditions techniques d'utilisation des fréquences de la bande 3420 - 3800 MHz mentionnées dans la partie 6.1 ne sont pas suffisantes, à ce jour, pour éviter les brouillages préjudiciables des stations terriennes du service fixe par satellite opérant dans la bande 3,8 - 4,2 GHz lors du déploiement des stations de base de réseaux mobiles utilisant des antennes actives dans la bande 3420 - 3800 MHz sans prendre en compte des mesures supplémentaires.

Les niveaux de brouillages admissibles par les stations terriennes du service fixe par satellite sont définis par les recommandations UIT-R S.1432 et UIT-R SF.1006 de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Elles prévoient notamment les niveaux maximum suivants :

- un niveau de 10 dB en dessous du bruit thermique pour 20% du temps ;
- un niveau de 1,3 dB en dessous du bruit thermique pour 0,0016% du temps.

La présente procédure prévoit donc que les lauréats mettent en œuvre les mesures nécessaires pour respecter ces niveaux de puissance et ne causent pas de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz.

Les conditions de mise en œuvre permettant le respect de ces niveaux de puissance par les stations de base des réseaux mobiles déployés dans la bande 3420 - 3800 MHz ont fait l'objet de travaux notamment au sein du Comité de concertation de compatibilité électromagnétique (CCE) de l'Agence nationale des fréquences.. Dans l'attente d'une éventuelle mesure réglementaire de l'Arcep visant à préciser les conditions de coexistence entre les réseaux mobiles dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz qui pourrait être prise à la suite de travaux menés avec les acteurs concernés, le titulaire, lors du déploiement de son réseau

⁷ Cette décision permet aux États membres de choisir entre deux valeurs de limite de référence supplémentaire. Tenant compte des études réalisées par l'Agence nationale des fréquences et afin de garantir la protection des utilisateurs de fréquences inférieures à 3400 MHz l'option A du tableau 6 de l'annexe de la décision 2019/235 est retenue.

⁸ « Guidance on the application of the least restrictive technical conditions (LRTC) in ECC *Decision (11)06* to ensure protection of the military radiolocation systems operating below 3400 MHz from indoor non-AAS small cells operating in the band 3400-3800 MHz ».

mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, est tenu, en complément des conditions techniques prévues par les décisions européennes, de prendre les mesures nécessaires pour respecter ces niveaux de puissance⁹ et ne pas causer de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz.

A ce jour, aucune station terrienne du service fixe par satellite ne fait l'objet d'autorisation d'utilisation des fréquences dans la bande 3,8 - 4,2 GHz et l'accès des futures stations terriennes du service fixe par satellite à la bande 3,8 - 4,2 GHz sera géré en veillant à ce que ces dernières soient peu susceptibles d'avoir des effets négatifs importants sur le déploiement et la couverture terrestres des réseaux mobiles dans la bande 3420 - 3800 MHz.

6.3 Cadre légal applicable aux opérateurs mobiles

Les lauréats seront notamment tenus au respect des obligations légales suivantes :

- conformément à l'article L. 32 du CPCE, les lauréats seront tenus de respecter la réglementation en vigueur relative aux exigences essentielles nécessaires pour garantir la protection de la santé des personnes. S'agissant des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques, elles sont actuellement définies par le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002. Les lauréats devront se conformer à toute éventuelle évolution de la réglementation en vigueur.
- conformément à l'alinéa e) de l'article L. 33-1 et au III de l'article D. 98-7 du CPCE, les lauréats seront tenus de satisfaire à leurs obligations en matière d'interceptions légales. En particulier, ils doivent être en mesure de répondre aux demandes des services étatiques en matière d'interceptions légales dès la mise en œuvre de leur service commercial.

⁹ La mise en œuvre du respect de ces niveaux de puissance par les stations de base des réseaux mobiles déployés dans la bande 3420 - 3800 MHz est traitée notamment au sein du Comité de concertation de compatibilité électromagnétique (CCE) de l'Agence nationale des fréquences. L'accès aux réunions, aux comptes rendus des réunions passées et aux rapports du CCE sur ce sujet peut être demandé auprès de l'Agence nationale des fréquences à l'adresse électronique CCE@anfr.fr par les acteurs qui ont besoin d'accéder à cette information en vue de la préparation des dossiers pour la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz.

Décide :

- Article 1.** L'annexe à la présente décision relative aux modalités et conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public est approuvée.
- Article 2.** La présente décision et son annexe sont transmises pour proposition au ministre chargé des communications électroniques, en application de l'article L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques.
- Article 3.** La directrice générale de l'Arcep est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera, avec son annexe, publiée au *Journal officiel* de la République française et sur le site internet de l'Arcep.

Fait à Paris, le 31 mars 2022,

La Présidente

Laure de La Raudière

Annexe à la décision de l'Arcep proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public

La présente annexe définit les conditions et modalités des procédures d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et en bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

Cette annexe est organisée en cinq documents :

- Document I : dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

Ce document précise les conditions d'utilisation des fréquences qui seront inscrites dans les autorisations d'utilisation qui seront attribuées à l'issue des présentes procédures.

- Document II : modalités des procédures d'attribution des fréquences

Ce document présente le déroulement et les règles des procédures. Il décrit notamment les mécanismes qui permettent, le cas échéant, de sélectionner les lauréats et de déterminer quelles fréquences leur seront attribuées.

- Document III : dossier de candidature

Ce document liste les éléments d'information à fournir par les candidats dans leur dossier de candidature.

- Document IV : Liste des autorisations d'utilisation de fréquences existantes dans les bandes 700 MHz et 3420 - 4200 MHz,

Ce document liste les autorisations d'utilisation de fréquences qui ont été déjà délivrées par l'Arcep dans les bandes 700 MHz et 3420 - 4200 MHz,

- Document V : Liste des zones concernées par les dispositifs de couverture décrits en parties I.4.2a) et I.4.2b) du Document I

Document I Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

Le présent document a pour objet de décrire les droits et obligations qui seront attachés à chaque autorisation d'utilisation des fréquences attribuées dans le cadre des présentes procédures.

Les dispositions qu'il contient se rattachent aux alinéas du II de l'article L. 42-1 du code des postes et des communications électroniques (CPCE). Elles correspondent aux droits et obligations attachés à l'autorisation d'utilisation de fréquences que le ou les titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences délivrée dans le cadre des présentes procédures (ci-après « le titulaire » ou « les titulaires ») devront respecter.

Dans la mesure où ils établissent et exploitent un réseau ouvert au public et fournissent au public des services de communications électroniques, le ou les titulaires sont soumis aux dispositions des Livres II des parties législative et réglementaire du CPCE et, en particulier, aux dispositions du chapitre II du Titre 1 de chacun de ces Livres définissant les droits et obligations d'ordre général qui s'appliquent à tous les opérateurs.

De même, les opérateurs sont soumis à des dispositions du droit de l'Union européenne. Les acteurs intéressés sont invités à se reporter aux textes correspondants, qui ne sont pas repris dans le présent document.

I.1 Fréquences concernées par les présentes procédures

Les bandes de fréquences suivantes font l'objet des présentes procédures à Saint-Martin :

- la « bande 700 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 703 - 723 MHz et 758 - 778 MHz, utilisables en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) ;
- la « bande 3,4 - 3,8 GHz », correspondant à la bande de fréquences 3420 - 3800 MHz, utilisable en mode de duplexage temporel (TDD).

Les bandes de fréquences suivantes font l'objet des présentes procédures à Saint-Barthélemy :

- la « bande 700 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 703 - 723 MHz et 758 - 778 MHz, utilisables en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) ;
- la « bande 900 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 910,1 – 914,9 MHz et 955,1 – 959,9 MHz, utilisables en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) ;
- la « bande 2,1 GHz », correspondant aux deux sous-bandes 1945,1 – 1950,1 MHz, et 2135,1 – 2140,1 MHz utilisables en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) ;
- la « bande 3,4 - 3,8 GHz », correspondant à la bande de fréquences 3420 - 3800 MHz, utilisable en mode de duplexage temporel (TDD).

I.1.1 Fréquences de la bande 700 MHz

Chaque lauréat se verra attribuer, dans les conditions décrites au Document II, un ou plusieurs blocs contigus des quatre blocs suivants, en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) :



Figure 1 : Schéma des blocs de fréquences objet de la présente procédure ;

	Voie montante ¹⁰	Voie descendante ¹¹
Bloc A	703 à 708 MHz	758 à 763 MHz
Bloc B	708 à 713 MHz	763 à 768 MHz
Bloc C	713 à 718 MHz	768 à 773 MHz
Bloc D	718 à 723 MHz	773 à 778 MHz

Tableau 1 : Liste des fréquences dans la bande 700 MHz objet de la présente procédure

I.1.2 Fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz

Concernant la bande 3,4 - 3,8 GHz, chaque lauréat se verra attribuer, dans les conditions décrites au Document II, plusieurs blocs contigus des 38 blocs de 10 MHz suivants, utilisables en mode de duplexage temporel (mode TDD) :

Numéro	Fréquences	Numéro	Fréquences
Bloc 1	3420 - 3430 MHz	Bloc 20	3610 - 3620 MHz
Bloc 2	3430 - 3440 MHz	Bloc 21	3620 - 3630 MHz
Bloc 3	3440 - 3450 MHz	Bloc 22	3630 - 3640 MHz
Bloc 4	3450 - 3460 MHz	Bloc 23	3640 - 3650 MHz
Bloc 5	3460 - 3470 MHz	Bloc 24	3650 - 3660 MHz
Bloc 6	3470 - 3480 MHz	Bloc 25	3660 - 3670 MHz
Bloc 7	3480 - 3490 MHz	Bloc 26	3670 - 3680 MHz
Bloc 8	3490 - 3500 MHz	Bloc 27	3680 - 3690 MHz
Bloc 9	3500 - 3510 MHz	Bloc 28	3690 - 3700 MHz
Bloc 10	3510 - 3520 MHz	Bloc 29	3700 - 3710 MHz
Bloc 11	3520 - 3530 MHz	Bloc 30	3710 - 3720 MHz
Bloc 12	3530 - 3540 MHz	Bloc 31	3720 - 3730 MHz
Bloc 13	3540 - 3550 MHz	Bloc 32	3730 - 3740 MHz
Bloc 14	3550 - 3560 MHz	Bloc 33	3740 - 3750 MHz
Bloc 15	3560 - 3570 MHz	Bloc 34	3750 - 3760 MHz
Bloc 16	3570 - 3580 MHz	Bloc 35	3760 - 3770 MHz
Bloc 17	3580 - 3590 MHz	Bloc 36	3770 - 3780 MHz
Bloc 18	3590 - 3600 MHz	Bloc 37	3780 - 3790 MHz
Bloc 19	3600 - 3610 MHz	Bloc 38	3790 - 3800 MHz

Tableau 2 : Liste des blocs de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz objet de la présente procédure

I.1.3 Fréquences de la bande 900 MHz (à Saint-Barthélemy)

A Saint-Barthélemy, un lauréat se verra attribuer, dans les conditions décrites au Document II, le bloc suivant, en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) :

	Voie montante ¹²	Voie descendante ¹³
Bloc E	910,1 à 914,9 MHz	955,1 à 959,9 MHz

¹⁰ Du mobile vers la station de base.

¹¹ De la station de base vers le mobile.

¹² Du mobile vers la station de base.

¹³ De la station de base vers le mobile.

I.1.4 Fréquences de la bande 2,1 GHz (à Saint-Barthélemy)

A Saint-Barthélemy, un lauréat se verra attribuer, dans les conditions décrites au Document II, le bloc suivant, en mode de duplexage en fréquence (mode FDD) :

	Voie montante ¹⁴	Voie descendante ¹⁵
Bloc F	1945,1 à 1950,1 MHz	2135,1 à 2140,1 MHz

I.2 Conditions d'utilisation des fréquences

Les conditions d'utilisation des fréquences décrites dans la présente section I.2.1 s'appliquent sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

I.2.1 Durée et étendue géographique des autorisations en bandes 700 MHz, et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et en bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

Pour chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, des autorisations distinctes seront délivrées à l'issue des présentes procédures.

Les autorisations délivrées pour Saint-Martin portent sur l'ensemble du territoire de Saint-Martin.

Les autorisations délivrées pour Saint-Barthélemy portent sur l'ensemble du territoire de Saint-Barthélemy.

a) Concernant les fréquences en bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

Les paragraphes suivants s'appliquent à chacune des autorisations en bandes 900 MHz et 2,1 GHz, délivrées à l'issue des présentes procédures à Saint-Barthélemy.

Les autorisations délivrées en bandes 900 MHz et 2,1 GHz au titre des présentes procédures ont pour échéance le 30 avril 2025.

Un an au moins avant la date d'expiration de l'autorisation en bande 900 MHz et 2,1 GHz, seront notifiées au titulaire les conditions de renouvellement de l'autorisation ou les motifs d'un refus de renouvellement.

b) Concernant les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Les paragraphes suivants s'appliquent à chacune des autorisations en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz délivrées à l'issue des présentes procédures à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

La durée initiale pour chacune des autorisations en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz est de 15 ans à compter de son entrée en vigueur.

Trois ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, l'Arcep effectue après consultation publique un bilan de l'utilisation des fréquences en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz, attribuées au titulaire au titre des présentes procédures, de la situation concurrentielle sur le marché mobile (grand public et entreprise), des besoins d'investissement et d'innovation pour la fourniture de services de communications électroniques aux entreprises ainsi que des besoins des territoires en aménagement numérique.

¹⁴ Du mobile vers la station de base.

¹⁵ De la station de base vers le mobile.

Si, à la suite de son bilan, elle considère qu'une prolongation d'une durée de cinq ans dans les mêmes conditions que l'autorisation en cours permettrait de continuer à assurer les objectifs relatifs à l'aménagement du territoire, à une concurrence effective et loyale, au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité et à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences, l'Arcep informe le titulaire, deux ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, qu'elle prolongera après consultation et accord du titulaire son autorisation pour une durée de cinq ans sans modification des autres conditions de son autorisation.

Dans le cas contraire, l'Arcep notifie au titulaire, deux ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, les conditions de la prolongation de son autorisation pour une durée de cinq ans et notamment les modifications des conditions d'utilisation des fréquences. Ces modifications sont établies de manière objective et proportionnée et peuvent inclure de nouvelles obligations afin de permettre d'assurer les objectifs relatifs à l'aménagement du territoire, à une concurrence effective et loyale, au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité et à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences. Lorsque le titulaire consent aux conditions de prolongation telles qu'elles lui ont été notifiées, l'Arcep prolonge son autorisation.

Deux ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation le cas échéant prolongée, seront notifiées au titulaire les conditions de renouvellement de l'autorisation ou les motifs d'un refus de renouvellement.

Les dispositions prévues par la réglementation en vigueur relative à la redevance due au titre de l'utilisation des fréquences ne relèvent pas des conditions de l'autorisation du titulaire au sens de la présente partie.

I.2.2 Conditions techniques d'utilisation

a) Réglementation en vigueur

Le titulaire est tenu de respecter les conditions techniques d'utilisation des fréquences prévues par la réglementation en vigueur. Elles sont notamment définies à ce jour par les textes suivants :

Pour la bande 700 MHz :

- la décision n°2016/687/CE de la Commission européenne en date du 28 avril 2016 ;
- la décision n° 2015-0829 de l'Arcep en date du 2 juillet 2015 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans les fréquences 703 - 733 MHz et 758 - 788 MHz.

Pour la bande 900 MHz :

- Décision d'exécution (UE) 2022/173 de la Commission en date du 7 février 2022 abrogeant la décision 2009/766/CE ;

Pour la bande 2,1 GHz :

- la décision n°2012/688/UE de la Commission européenne en date du 16 octobre 2009 modifiée par la décision d'exécution (UE) 2020/667 date du 6 mai 2020 ;

Pour la bande 3,4 - 3,8 GHz :

- la décision n° 2008/411/CE de la Commission européenne en date du 21 mai 2008 modifiée par la décision 2019/235/CE de la Commission européenne du 24 janvier 2019. S'agissant de la limite de puissance de la gamme de référence supplémentaire telle que définie dans le tableau 6 de l'annexe de la décision 2008/411/CE modifiée et dans la recommandation du rapport de la CEPT (ECC 21 02), le titulaire est tenu de respecter, au-dessous de 3400 MHz :
 - o une limite de puissance isotropique rayonnée équivalente (p.i.r.e. ou PIRE) de -59 dBm/MHz,

- une limite de puissance isotropique rayonnée équivalente (p.i.r.e. ou PIRE) de -49 dBm/MHz par antenne pour les points d'accès sans fil à portée limitée (small cells) déployés à l'intérieur des bâtiments avec une station de base non-AAS (*Active Antenna System*)
- une limite de puissance totale rayonnée (PTR) de -52 dBm/MHz par cellule avec une station de base AAS (*Active Antenna System*) ;

Ces conditions techniques sont susceptibles d'évolutions notamment sous l'effet de modification de la réglementation européenne ou pour assurer la coexistence entre les réseaux mobiles dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et d'autres stations ou réseaux en bandes adjacentes, notamment les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz.

b) Coexistence avec les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz

L'utilisation de la bande 3420 - 3800 MHz peut être affectée par des contraintes liées à l'utilisation de la bande 3,8 - 4,2 GHz, située au-dessus des fréquences objet de la présente procédure d'attribution, par des stations terriennes du service fixe par satellite.

Le titulaire est tenu de ne pas causer de brouillages préjudiciables par les stations de base de son réseau mobile utilisant les fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz qui pourraient être autorisées sur les territoires objets des présentes procédures.

À la lumière des travaux menés à ce jour, les brouillages admissibles sont caractérisés par une puissance maximum reçue au niveau des stations terriennes de :

- un niveau de 10 dB en dessous du bruit thermique pour 20% du temps ;
- un niveau de 1,3 dB en dessous du bruit thermique pour 0,0016% du temps.

Dans l'attente d'une éventuelle mesure réglementaire de l'Arcep visant à préciser les conditions de coexistence entre les réseaux mobiles dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz qui pourrait être prise à la suite de travaux menés avec les acteurs concernés, le titulaire, lors du déploiement de son réseau mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, est tenu, en complément des conditions techniques prévues par les décisions européennes et rappelées en partie 2.2a), de prendre les mesures nécessaires pour respecter ces niveaux de puissance et ne pas causer de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz qui pourraient être autorisées sur ce territoire¹⁶.

c) Coexistence avec les altimètres dans la bande 4,2 - 4,4 GHz

Les conditions dans la bande 4,2 - 4,4 GHz ont été définies suite à des études réalisées par l'Agence nationale des fréquences. Les informations à ce sujet peuvent être obtenues auprès de l'Agence nationale des fréquences¹⁷.

¹⁶ Les autorisations d'utilisation des fréquences des stations du service fixe du satellite sont publiées sur le site de l'Arcep. A ce jour il n'existe pas de telles autorisations sur ces territoires

¹⁷ <https://www.anfr.fr/gestion-des-frequences-sites/bande-3490-3800-mhz/> et CCE@anfr.fr (adresse électronique du Comité de concertation de compatibilité électromagnétique (CCE) de l'Agence nationale des fréquences)

d) Coordination aux frontières

Le titulaire est tenu de respecter les accords internationaux souscrits par la France, ainsi que les accords de coordination aux frontières conclus avec les pays limitrophes de la France¹⁸. Ces accords peuvent restreindre l'exploitation des fréquences au voisinage des frontières.

Le titulaire est notamment tenu de respecter les mesures de protection aux frontières des stations du service fixe par satellite prévues par le tableau national de répartition des bandes de fréquences¹⁹ (TNRBF) et par le règlement des radiocommunications :

- en bande 3,4 - 3,6 GHz la limite de puissance surfacique à la frontière des territoires voisins (qui ne doit pas dépasser $-154,5 \text{ dBW/m}^2/4\text{kHz}$ pendant plus de 20% du temps) prévue en Région 2 par la note 5.431B du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;
- en bande 3,6 – 3,8 GHz, aucune limite n'est définie à ce jour. Il conviendra au lauréat de notifier les stations de base de son réseau mobile à l'UIT pour les inscrire au registre international des fréquences (Master International Frequency Register - MIFR)

Les accords de coordination aux frontières sont disponibles auprès de l'Agence nationale des fréquences²⁰.

I.2.3 Disponibilité et exploitabilité des fréquences

Les fréquences des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin, ainsi que les fréquences des bandes 700 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy sont disponibles dès l'entrée en vigueur des autorisations attribuées à l'issue des présentes procédures.

I.2.4 Dispositions transitoires relatives à des expérimentations temporaires

L'Arcep a accordé des autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3420 - 3800 MHz à des fins d'expérimentations, dans le but de favoriser la mise au point des matériels et des services appelés à être proposés dans le cadre de l'utilisation de ces fréquences.

Ces autorisations, dont la date d'expiration peut intervenir après l'attribution des fréquences à un titulaire retenu à l'issue des présentes procédures, sont délivrées à titre précaire et révocable.

Si le titulaire souhaite que cesse une expérimentation utilisant tout ou partie des fréquences qui lui sont attribuées, il doit en exprimer la demande par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur général de l'Arcep en justifiant le calendrier de son besoin. Sur la base de cette demande et de sa justification, l'Arcep pourra adopter une décision de modification ou d'abrogation de l'expérimentation ; la décision d'abrogation entrera en vigueur au plus tôt 3 mois à compter de sa date de notification.

La liste des expérimentations temporaires est disponible sur le site internet de l'Arcep.

I.2.5 Cession d'autorisation et mise à disposition (location) des fréquences

a) Cession d'autorisation d'utilisation de fréquences

Les conditions et modalités des cessions d'autorisations d'utilisation de fréquences sont définies par l'article L. 42-3 du CPCE ainsi que les articles R. 20-44-9-1 à R. 20-44-9-12 du même code.

¹⁸ <https://www.anfr.fr/gestion-des-frequences-sites/bande-3490-3800-mhz/coordination-aux-frontieres-dans-les-outre-mer/>

¹⁹ <https://www.anfr.fr/gestion-des-frequences-sites/tnrbf/>

²⁰ <https://www.anfr.fr/international/coordination/>

En particulier, tout projet de cession sera soumis à l'approbation préalable de l'Arcep qui pourra le refuser pour l'un des motifs énoncés à l'article R. 20-44-9-5 du CPCE, lequel prévoit notamment l'atteinte portée aux conditions de concurrence effective pour l'accès au spectre radioélectrique ou son utilisation.

b) Mise à disposition (location) de fréquences à un tiers

En application du régime de la domanialité publique, le titulaire peut mettre à disposition d'un tiers à titre gracieux ou onéreux tout ou partie des fréquences concernées, en vue de leur exploitation par celui-ci.

Les conditions et modalités des mises à dispositions (locations) d'autorisations d'utilisation de fréquences sont définies par l'article L. 42-3 du CPCE ainsi que les articles R. 20-44-9-1 à R. 20-44-9-12 du même code.

La mise à disposition peut porter sur la totalité ou sur une partie seulement des droits d'utilisation des fréquences relatifs aux composantes géographique (la mise à disposition peut être limitée à une zone géographique particulière), spectrale (une partie des fréquences) et temporelle (une partie de la période d'autorisation).

Les droits et obligations prévus par l'autorisation d'utilisation de fréquences continuent de s'appliquer au titulaire, qui reste seul responsable devant l'Arcep de leur respect.

Tout projet de mise à disposition doit être soumis à l'approbation préalable de l'Arcep, affectataire des fréquences concernées. L'Arcep vérifiera notamment que le projet de mise à disposition ne conduit pas à une atteinte portée aux conditions de concurrence effective et loyale pour l'utilisation du spectre radioélectrique.

Le titulaire informe l'Agence nationale des fréquences de la mise à disposition effective des fréquences et lui transmet les coordonnées du bénéficiaire de la mise à disposition.

I.2.6 Procédures auprès de l'Agence nationale des fréquences

L'autorisation d'utilisation de fréquences délivrée par l'Arcep ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation administrative requise par la réglementation en vigueur et notamment l'accord de l'Agence nationale des fréquences préalablement à l'implantation de stations radioélectriques, lorsque cet accord est requis conformément à l'article L. 43 du CPCE, dans les conditions prévues au 5° de l'article R. 20-44-11 du CPCE. Le titulaire transmet la demande d'un tel accord directement à l'Agence nationale des fréquences.

De même, le titulaire adresse directement à l'Agence nationale des fréquences les demandes d'inscription des assignations de fréquences qui le concernent aux fichiers national et international des fréquences, conformément au 4° de l'article R. 20-44-11 du CPCE.

I.2.7 Conditions de cumul de fréquences

Le titulaire ne peut pas être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile²¹ sur un même territoire et pour chaque bande une quantité de fréquences supérieure à celles prévues par le tableau ci-dessous.

²¹ Ne sont pas considérées comme autorisant la fourniture d'un service mobile les autorisations d'utilisation de fréquences restreintes à la fourniture de services fixe et/ou nomade.

Bande de fréquences	Quantité maximale
700 MHz	10 MHz duplex
3,4 - 3,8 GHz	100 MHz

Tableau 3 : Quantité maximale de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz

Ces limites pourront, le cas échéant, être modifiées à la suite d'un changement de circonstances le justifiant.

La quantité maximale s'applique de manière conjointe au titulaire et à d'autres sociétés autorisées à utiliser des fréquences auxquelles il serait lié par au moins l'une des relations suivantes :

- le titulaire exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante sur une autre société autorisée à utiliser des fréquences dans la bande concernée ;
- une autre société autorisée à utiliser des fréquences dans la bande concernée exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante sur le titulaire ;
- une même personne physique ou morale exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante sur le titulaire ainsi que sur une ou plusieurs autres sociétés autorisées à utiliser des fréquences dans la bande concernée.

En cas de manquement à cette disposition, la formation compétente de l'Arcep peut, en application de l'article L. 36-11 du CPCE, mettre en demeure les titulaires concernés de s'y conformer.

1.2.8 Possible usage secondaire des fréquences en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz

L'Arcep pourra autoriser d'autres acteurs à utiliser à compter du 1^{er} janvier 2031, des fréquences des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en tant qu'utilisateur secondaire en veillant à la réalisation des objectifs de régulation prévues à l'article L. 32-1 du CPCE, notamment ceux relatifs à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences et à la concurrence effective et loyale. Les modalités d'une telle utilisation secondaire seront définies après consultation des acteurs concernés et notamment du ou des titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences délivrée dans le cadre des présentes procédures portant sur des fréquences visées par l'utilisation secondaire, et en prenant en compte les résultats des bilans de la mise en œuvre et des besoins prévus dans la partie I.7. Dans l'hypothèse d'une attribution de fréquences à des utilisateurs secondaires, l'Arcep prendra en compte les éventuelles objections raisonnables et dûment justifiées du ou des titulaires concernés.

Dans le cas d'une utilisation secondaire, l'utilisateur secondaire ne bénéficiera pas de garantie de non brouillage vis à vis des titulaires et ne devra pas entraîner de brouillages préjudiciables à l'activité de ces titulaires.

1.3 Définition de la notion d'accès et de réseau mobile

Un accès mobile est défini comme un accès ouvert au public fourni par un équipement de réseau mobile. La notion de réseau mobile est comprise au sens d'un réseau du « service mobile » tel que défini par l'Union internationale des télécommunications, pouvant être utilisé pour la fourniture d'un accès qu'il soit mobile, nomade ou fixe.

Un accès mobile à très haut débit est défini comme un accès ouvert au public fourni par un équipement de réseau mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60 Mbit/s dans le sens descendant lorsque le titulaire dispose d'une quantité de fréquences supérieure ou égale à 10 MHz duplex et d'au moins 30 Mbit/s dans le sens descendant lorsque celui-ci dispose d'une quantité de fréquences de 5 MHz duplex.

Le réseau mobile du titulaire correspond au réseau fournissant, par l'utilisation de l'ensemble des fréquences du titulaire, un accès mobile ou un accès mobile à très haut débit. Les éléments de réseaux

utilisés en commun avec d'autres opérateurs dans le cadre de la mutualisation des réseaux dès lors qu'ils utilisent les fréquences du titulaire pour fournir un accès mobile ou un accès mobile à très haut débit, font partie du réseau mobile du titulaire.

I.4 Obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire

La présente partie liste les obligations applicables au titulaire ainsi que les engagements qu'il est susceptible de prendre, en complément, dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4 du Document II.

Dans l'hypothèse où il aurait pris ces engagements, ceux-ci seront repris conformément au 8° du II de l'article L. 42-1 du CPCE en tant qu'obligations dans l'autorisation qui lui sera attribuée, s'il obtient effectivement un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en parties II.4 du Document II, sous réserve que la procédure soit menée à son terme.

Le titulaire satisfait à ces obligations par le déploiement de son réseau mobile en exploitant les fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre des présentes procédures ou, le cas échéant lorsque ces dernières ne sont pas mentionnées dans l'obligation, d'autres fréquences dont il serait, par ailleurs, titulaire.

Dans les délais fixés par les échéanciers prévus aux parties I.4.1, I.4.2, I.4.3I.4.4 et I.4.4, le titulaire est tenu d'installer un lien de collecte pour chacun des sites de son réseau mobile dont la capacité est au moins égale à la capacité théorique des équipements radio déployés sur le site.

I.4.1 Obligations applicables aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 700 MHz

Les obligations décrites dans la présente partie ne s'imposent qu'aux lauréats qui obtiendraient des fréquences en bande 700 MHz dans le cadre des présentes procédures et ceci, sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

a) Obligation de couverture de zones pré-identifiées

i Obligation de fourniture de services et délais de mise en œuvre

Le titulaire est tenu de fournir des services de radiotéléphonie mobile²² et d'accès mobile à très haut débit sur chacune des zones identifiées dans le Document V, au plus tard 36 mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation d'utilisation de fréquences attribuée dans le cadre des présentes procédures d'attribution de la bande 700 MHz.

ii Niveau de couverture du service de radiotéléphonie mobile

Le service de radiotéléphonie mobile fourni par le titulaire doit être disponible à l'extérieur des bâtiments pour des terminaux munis d'un filtre atténuateur de gain de -10 dB et être effectif 24 heures sur 24, y compris aux heures chargées.

iii Obligations de partage de réseaux

Dans chaque zone dont le titulaire doit assurer la couverture et pour laquelle il prévoit d'installer à cette fin un nouveau site, le titulaire est *a minima* tenu de mettre en œuvre, conjointement avec les autres opérateurs qui sont soumis à la même obligation et prévoient d'y répondre en installant un

²² Les services de radiotéléphonie mobile comprennent le service téléphonique (voix) et le service de messagerie interpersonnel (SMS).

nouveau site ainsi qu'avec tout autre opérateur titulaire d'une autorisation d'utilisation de fréquences pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public souhaitant s'installer un site, un partage des infrastructures physiques, de l'alimentation en énergie et du lien de transmission utilisé pour raccorder ces installations, sauf impossibilité technique ou administrative dûment justifiées.

Si le titulaire dispose d'un site à proximité d'une ou plusieurs des zones identifiées dans le Document V à la date d'entrée en vigueur de son autorisation, il est tenu de faire droit aux demandes d'accès aux infrastructures physiques des sites de son réseau mobile, à leur alimentation en énergie et au lien de transmission utilisé pour raccorder ces installations, dès lors qu'elles émanent d'autres opérateurs soumis à l'obligation prévue au I.4.1a) en vue de couvrir une ou plusieurs de ces zones en l'absence d'alternatives possibles, sauf impossibilité technique ou administrative dûment justifiées. L'accès est fourni dans des conditions économiques et de délai raisonnables.

Les opérateurs sont invités à conclure une convention de partage d'infrastructure qui prévoit le calendrier et les modalités techniques et financières dans lesquels seront mis en œuvre les partages d'infrastructure susmentionnés. En application des dispositions de l'article L. 34-8-1-1 du CPCE, cette convention est communiquée dès sa conclusion à l'Arcep.

iv Obligation de financement

Pour chaque zone indiquée dans le Document V, le titulaire est tenu de prendre à sa charge, le cas échéant conjointement avec les autres opérateurs soumis à l'obligation prévue au I.4.1a) l'ensemble des coûts (équipements actifs, construction d'un éventuel pylône, collecte, accès au site, frais d'exploitation du site, etc.) nécessaires à la fourniture de service.

v Obligation de transmission d'informations

Dès qu'il a connaissance de l'emplacement exact du site devant permettre de couvrir une zone identifiée, le titulaire informe les collectivités territoriales concernées (ou leurs groupements) de la zone de couverture de ce site²³.

b) Obligation de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 700 MHz applicable aux lauréats

Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences dans la bande 700 MHz qui lui sont attribuées dans le cadre des présentes procédures, un accès mobile à très haut débit depuis au minimum 50% des sites²⁴ de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5 W et en tout état de cause au minimum 2 sites²⁵ à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation.

Le titulaire satisfait cette obligation de déploiement par l'utilisation des fréquences en bande 700 MHz qui lui sont attribuées dans le cadre des présentes procédures.

A compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation du titulaire, chacun des sites doit contribuer significativement et effectivement à la couverture ou à la capacité de l'accès mobile du titulaire.

²³ À cette fin, le titulaire fournit une carte numérique de couverture établie selon les mêmes modalités (y compris les paramètres) que celles utilisées pour établir les cartes de couverture qu'il publie en application de la décision n°2020-0376 de l'Arcep.

²⁴ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs.

²⁵ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs.

I.4.2 Obligation d'utilisation effective des fréquences dans la bande 900 MHz applicable aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy

La présente obligation ne s'impose qu'au lauréat qui obtiendra des fréquences en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy dans le cadre de la présente procédure.

Le titulaire est soumis à une obligation d'utilisation effective, à partir des sites de son réseau mobile, des fréquences en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure, 24 mois après la délivrance de son autorisation et tout au long de la validité de celle-ci, sous peine d'une abrogation totale ou partielle de son autorisation.

Le titulaire sera déclaré respecter cette obligation s'il exploite activement les fréquences en bande 900 MHz qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure depuis au moins un site de son réseau mobile et qu'une offre de service est disponible.

I.4.3 Obligation d'utilisation effective des fréquences dans la bande 2,1 GHz applicable aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

La présente obligation ne s'impose qu'au lauréat qui obtiendra des fréquences en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy dans le cadre de la présente procédure.

Le titulaire est soumis à une obligation d'utilisation effective, à partir des sites de son réseau mobile, des fréquences en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure, 24 mois après la délivrance de son autorisation et tout au long de la validité de celle-ci., sous peine d'une abrogation totale ou partielle de son autorisation.

Le titulaire sera déclaré respecter cette obligation s'il exploite activement les fréquences en bande 2,1 GHz qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure depuis au moins un site de son réseau mobile et qu'une offre de service est disponible.

I.4.4 Obligations et engagements applicables aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

Les obligations et, le cas échéant, les engagements souscrits par le lauréat, décrits dans la présente partie ne s'imposent qu'aux lauréats qui obtiendraient des fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz dans le cadre des présentes procédures et ceci sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

a) Obligations de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure, un accès mobile permettant :

- un débit descendant maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 100 Mbit/s par bloc de 10 MHz simplex ;
- un temps théorique inférieur ou égal à 5 ms entre la fourniture des paquets de données de l'utilisateur à la couche radio de l'émetteur et la réception à la couche MAC (*Medium Acces Control*) du récepteur ;

depuis au minimum 50% des sites²⁶ de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5 W et en tout état de cause au minimum 2 sites²⁷ sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation.

Le titulaire satisfait cette obligation de déploiement par l'utilisation des fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure.

A compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation du titulaire, chacun des sites doit contribuer significativement et effectivement à la couverture ou à la capacité de l'accès mobile du titulaire.

b) Engagement relatif à la fourniture d'un service d'accès fixe à internet

Dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait obtenir des fréquences dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, il doit notamment souscrire et ceci pour chaque territoire sur lequel il souhaiterait candidater dans le cadre des présentes procédures à l'engagement suivant, conformément à la partie II.4 du Document II :

La société [nom de la société] s'engage à fournir à [nom du territoire] un service d'accès fixe à internet sur son réseau mobile fournissant un accès mobile à très haut débit, au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, dans les zones qu'elle identifie et rend publiques conformément aux dispositions de la décision n° 2018-0169 de l'Arcep en date du 22 février 2018.

La société [nom de la société] s'engage, en outre, à fournir à [nom du territoire] un service d'accès fixe à internet sur son réseau mobile fournissant un accès mobile à très haut débit, au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, dans les zones couvertes par son réseau mobile à très haut débit et dans lesquelles les locaux ne bénéficient pas d'un accès fixe à un service internet d'au moins 8 Mbit/s en débit descendant, sauf indisponibilité dûment justifiée d'une capacité suffisante pour assurer la préservation d'une qualité de service satisfaisante pour les utilisateurs mobiles.

Les conditions d'accès au service permettent à l'utilisateur d'accéder à une quantité minimale de données précisée dans son offre à des débits non bridés, sauf mesures de gestion de trafic raisonnables, dans des conditions conformes au règlement 2015/2120 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 modifié sur la neutralité de l'Internet. Les conditions d'accès proposées par le titulaire peuvent inclure, en cas de nécessité au regard de la situation géographique de l'utilisateur final, la fourniture d'une antenne externe à installer chez l'utilisateur afin d'optimiser la qualité de la connexion.

c) Engagement lié à la transparence concernant les déploiements prévisionnels

Dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait obtenir des fréquences dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, il doit notamment souscrire et ceci pour

²⁶ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs.

²⁷ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs.

chaque territoire sur lequel il souhaiterait candidater dans le cadre des présentes procédures à l'engagement suivant, conformément à la partie II.4 du Document II :

*La société **[nom de la société]** s'engage, à compter de l'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, à :*

- *publier tous les trois mois des informations sur les sites de son réseau mobile à **[nom du territoire]** devant être mis en service dans les trois mois à venir, selon des modalités définies par l'Arcep. Ces informations contiendront a minima les coordonnées géographiques et la carte de couverture prévisionnelle de ces sites ;*
- *fournir à l'Arcep tous les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation des fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz:*
 - o *la liste des sites à **[nom du territoire]** (et la carte de couverture indicative de ces sites) pour lesquels une demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée et qui n'ont pas encore été mis en service et les dates prévisionnelles de mises en service ;*
 - o *le nombre de sites qu'elle prévoit de déployer à **[nom du territoire]** dans les deux ans et les zones de couverture prévisionnelle correspondantes.*

Le cas échéant, les données collectées pourront faire l'objet d'une publication par l'Arcep sous une forme agrégée.

d) Engagement lié à la transparence concernant les pannes de réseau

Dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait obtenir des fréquences dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, il doit notamment souscrire et ceci pour chaque territoire sur lequel il souhaiterait candidater dans le cadre des présentes procédures à l'engagement suivant, conformément à la partie II.4 du Document II :

*La société **[nom de la société]** s'engage, à compter de l'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, à publier et maintenir à jour quotidiennement sur son site Internet, dans un format électronique ouvert et aisément réutilisable, la liste des sites à **[nom du territoire]** qui ne fournissent pas d'accès mobile ou dont l'accès mobile est dégradé pour cause de maintenance ou de panne, des informations concernant ces sites et une carte permettant de visualiser ces sites a minima aux échelles régionale et communale.*

Les informations fournies au public seront harmonisées selon un format défini par l'Arcep et donneront notamment les indications suivantes :

- *localisation des sites (coordonnées géographiques et commune d'implantation du site) ;*
- *service et technologie impactés ;*
- *date et heure du début de l'incident ou de la panne ;*
- *date prévue par l'opérateur pour intervenir en vue d'un rétablissement du service.*

*Cet engagement porte sur l'ensemble des sites du réseau mobile de la société, ainsi que sur les sites à **[nom du territoire]** opérés par d'autres opérateurs et fournissant un accès mobile aux clients de la société dès lors que ces sites utilisent les fréquences de la société ou que ces sites font l'objet d'une mutualisation des réseaux.*

I.5 Obligation et engagement relatifs au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité

La présente partie liste une obligation applicable au titulaire ainsi qu'un engagement qu'il est susceptible de prendre, en complément, dans le cadre de la phase d'attribution décrite en partie II.4 du Document II.

L'obligation et l'engagement décrits dans la présente section sont applicables sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Dans l'hypothèse où il aurait pris cet engagement, celui-ci sera repris conformément au 8° du II de l'article L. 42-1 du CPCE en tant qu'obligation dans l'autorisation qui lui sera attribuée, s'il obtient effectivement un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en parties II.4 du Document II, sous réserve que la procédure soit menée à son terme.

Le titulaire satisfait ces obligations par le déploiement de son propre réseau mobile en exploitant des fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre des présentes procédures ou, le cas échéant lorsque ces dernières ne sont pas mentionnées dans l'obligation, d'autres fréquences dont il serait, par ailleurs, titulaire.

I.5.1 Engagement relatif à la couverture à l'intérieur des bâtiments applicable aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

Dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait obtenir des fréquences dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, il doit notamment souscrire et ceci pour chaque territoire sur lequel il souhaiterait candidater dans le cadre des présentes procédures à l'engagement suivant, conformément à la partie II.4 du Document II :

La société [nom de la société] s'engage, au plus tard 36 mois après l'entrée en vigueur de son autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre de la présente procédure d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, à mettre en service à [nom du territoire] les options voix et SMS sur wifi sur son cœur de réseau, rendre accessible gratuitement l'option sur toutes ses offres, sauf difficulté exceptionnelle dûment justifiée, aux clients à [nom du territoire] ayant un terminal compatible et informer ces clients de la disponibilité des options et de la méthode permettant de les activer.

I.5.2 Obligation de support d'IPv6 applicable aux lauréats obtenant des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz

L'obligation décrite dans la présente section est applicable aux lauréats qui obtiendraient des fréquences dans la bande 700 MHz ou dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, et ceci sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Le titulaire est tenu de rendre son réseau mobile compatible avec le protocole IPv6 à compter du 31 décembre 2023.

I.6 Partage de réseaux mobiles

I.6.1 Définitions

On entend par **partage d'infrastructures passives** la mise en commun de sites entre opérateurs, c'est-à-dire l'utilisation commune par les partenaires de tout ou partie des éléments passifs d'infrastructure tels que les pylônes ou les toits-terrasses, les « feeders » (câbles coaxiaux qui relient les antennes aux stations de base), les locaux, l'environnement technique des équipements réseaux (électricité,

climatisation, génie civil...). Sur chaque site utilisé en commun, chaque opérateur déploie ses propres équipements actifs et ses propres antennes, et utilise ses propres fréquences.

On entend par **partage d'installations actives** l'utilisation commune par plusieurs opérateurs d'installations actives de réseau d'accès radio (i.e. installations qui incluent des dispositifs électroniques ou optiques de traitement du signal), correspondant par exemple aux équipements de stations de base, aux contrôleurs de stations de base et aux liens de transmission associés. Le déploiement et la gestion des installations partagées peuvent être opérés par tout ou partie des opérateurs associés au partage.

Il existe deux principales formes de partage d'installations actives :

- l'itinérance ;
- et la mutualisation des réseaux.

L'itinérance consiste en l'accueil, par un opérateur de réseau mobile, des clients d'un autre opérateur de réseau mobile sur son réseau, pour lequel seules les fréquences de l'opérateur accueillant sont exploitées.

Sur le plan technique, la **mutualisation des réseaux** se différencie de l'itinérance au niveau des fréquences émises : contrairement à l'itinérance, les fréquences des deux opérateurs sont exploitées. Cette modalité peut inclure, ou non, la mutualisation de fréquences :

- **la mutualisation des réseaux sans mutualisation de fréquences** est un partage d'installations actives sur lesquelles sont utilisées des fréquences de chaque opérateur associé au partage, l'exploitation de ces fréquences étant réalisée de manière séparée par chacun des opérateurs ;
- **la mutualisation des réseaux avec mutualisation de fréquences** entre plusieurs opérateurs est une forme de mutualisation des réseaux dans laquelle sont mises en commun des fréquences dont chaque opérateur concerné est titulaire en vue de leur exploitation combinée, de telle sorte que les clients de chacun des opérateurs associés puissent accéder à l'ensemble des fréquences concernées; cela peut permettre la mise en œuvre de canalisations plus larges et offrir ainsi aux utilisateurs des débits plus élevés.

Les éléments de réseaux utilisés en commun avec d'autres opérateurs dans le cadre de la mutualisation des réseaux avec ou sans mutualisation de fréquences font partie du réseau mobile à très haut débit de l'opérateur, au sens de la partie I.3.

I.6.2 Cadre général du partage de réseaux

Le titulaire est soumis :

- conformément à l'article D. 98-6-1 du CPCE, sur l'ensemble du territoire, à des obligations relatives au partage passif des sites radioélectriques, tout particulièrement lors de l'installation de nouveaux sites ;
- conformément à l'article L. 34-8-6 du CPCE, notamment dans les zones de montagne et dans les départements et régions d'outre-mer, à des obligations relatives à l'accès aux infrastructures physiques d'une installation radioélectrique, à son alimentation en énergie et au lien de transmission utilisé pour raccorder cette installation.

Par ailleurs, le titulaire peut conclure avec un ou plusieurs opérateurs des accords de mutualisation des réseaux afin de faciliter la réalisation d'une couverture étendue du territoire, sur la base de négociations commerciales, sous réserve du respect du droit de la concurrence et du droit des communications électroniques.

La mutualisation de fréquences implique pour chaque opérateur associé une mise à disposition des fréquences à l'un des opérateurs ou à une société tierce, qui est mise en œuvre conformément à la partie I.2.5b) du présent cahier des charges.

Conformément aux dispositions de l'article L. 34-8-1-1 du CPCE, les accords de partage de réseaux mobiles sont communiqués, dès leur conclusion, à l'Arcep.

Le titulaire est en outre soumis aux obligations relatives au partage de réseaux décrites dans la partie I.4.

I.7 Bilans

La présente partie est uniquement applicable aux titulaires de fréquences en bande 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz.

I.7.1 Utilisation effective des fréquences et bilan des besoins en ressources

Le titulaire doit utiliser de manière effective et efficace les fréquences qui lui sont attribuées.

Un bilan des besoins en fréquences du titulaire et de l'utilisation efficace de celles-ci sera réalisé sur demande de l'Arcep et *a minima* aux échéances suivantes :

- le 30 avril 2025 ;
- le 30 avril 2030 ;
- le 30 avril 2035.

I.7.2 Bilan de la mise en œuvre et des besoins

Un bilan de la mise en œuvre des obligations du titulaire et des besoins concernant notamment la couverture et la qualité de service des réseaux mobiles sera réalisé à l'horizon 2030 en concertation avec le titulaire.

Ce bilan analysera notamment l'intérêt d'autoriser des utilisateurs secondaires dans les conditions de la partie I.2.8.

Sur la base de ce bilan, l'Arcep pourra adapter les obligations du titulaire après concertation avec le titulaire et en accord avec celui-ci.

I.8 Contrôle des obligations et réalisation des enquêtes

Les obligations qui suivent découlent à la fois des présentes procédures et du cadre législatif et réglementaire général.

I.8.1 Respect des obligations d'aménagement numérique

Afin de permettre la vérification du respect des obligations relatives à la fourniture d'un service d'accès mobile selon les performances et couverture définies dans la partie I.4 du présent document, le titulaire transmet à l'Arcep, à sa demande et à chaque échéance prévue aux parties I.4.1, I.4.2, I.4.3 et I.4.4 les informations relatives aux sites déployés et à la couverture du territoire par son réseau mobile.

Ces informations sont fournies à un niveau suffisamment fin pour rendre compte des diversités géographiques et démographiques. Elles comprendront *a minima* une version électronique des cartes de couverture du réseau, exploitable dans un système d'information géographique, ainsi que de la liste des sites déployés par l'opérateur, exploitable dans un tableur, et devront distinguer les bandes de fréquences déployées sur le terrain. L'Arcep pourra définir le format de transmission de ces informations.

Les obligations de couverture et de déploiement pourront être vérifiées périodiquement par l'Arcep avec une méthodologie définie ultérieurement, qui pourra comporter notamment des tests d'accessibilité et de détection des quantités de fréquences mises en œuvre.

Le titulaire prend en charge financièrement la réalisation de ces enquêtes conformément aux dispositions de l'article L. 33-12 du CPCE.

Le service fourni par le réseau mobile doit être disponible dans au moins 95% des tentatives de connexion. Cette disponibilité est effective 24 heures sur 24, y compris aux heures chargées pour un usage piéton à l'extérieur des bâtiments.

I.8.2 Informations des utilisateurs relatives à la couverture

Le titulaire rend publiques les informations relatives à la couverture du territoire par ses services conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment la décision n° 2016-1678 de l'Arcep du 6 décembre 2016 susvisée.

Conformément à l'article L. 33-12 du CPCE, le titulaire prend en charge financièrement la réalisation des mesures visant à vérifier la fiabilité des informations de couverture sur son réseau.

I.8.3 Mesure de la qualité de service

Conformément à l'article L. 33-12 du CPCE, le titulaire prend en charge financièrement la réalisation de mesures de la qualité des services mobiles qu'il commercialise, qui sont réalisées conformément à une méthodologie et selon une périodicité définie par l'Arcep. Les résultats des enquêtes sont publiés selon un format défini par l'Arcep.

I.9 Charges financières

I.9.1 Redevance d'utilisation des fréquences

La redevance due au titre de l'utilisation des fréquences par le titulaire est prévue par les dispositions du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié. En particulier le titulaire doit s'acquitter, le cas échéant :

- de la part fixe de la redevance au titre de l'utilisation de la bande 700 MHz qui dépendra du résultat des phases d'enchère principale et d'enchère de positionnement pour l'attribution des blocs en bande 700 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;
- de la part fixe de la redevance au titre de l'utilisation de la bande 3,4 - 3,8 GHz qui dépendra du résultat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, des phases d'enchère principale et d'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;
- de la part fixe de la redevance au titre de l'utilisation de la bande 900 MHz qui dépendra du résultat de la phase d'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy ;
- de la part fixe de la redevance au titre de l'utilisation de la bande 2,1 GHz qui dépendra du résultat de la phase d'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

Document II Modalités des procédures d'attribution des fréquences

Le présent document a pour objet de définir les modalités d'attribution des fréquences objet des présentes procédures, telles que définies dans la partie I.1 du Document I.

II.1 Déroulement des procédures d'attribution

II.1.1 Remarque liminaire

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 420-1 du code de commerce :

« Sont prohibées même par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée hors de France, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, notamment lorsqu'elles tendent à :

1° Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;

2° Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;

3° Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;

4° Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement. »

En particulier, durant les présentes procédures, de l'élaboration par les candidats de leur dossier de candidature à la publication des résultats de la phase d'enchères de positionnement, les candidats sont tenus, en application de l'article L. 420-1 du code de commerce, de ne pas échanger entre eux au sujet des présentes procédures.

À cet égard, le président de l'Arcep peut saisir, en application de l'article L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques (CPCE), l'Autorité de la concurrence des pratiques entravant le libre exercice de la concurrence dont il pourrait avoir connaissance afin que celle-ci prenne toute mesure appropriée relative à de telles pratiques.

II.1.2 Calendrier prévisionnel

La publication au *Journal Officiel* de l'arrêté du ministre chargé des communications électroniques fixant les conditions et modalités d'attribution d'autorisations marque le lancement de l'appel à candidatures.

Si la date de publication au *Journal Officiel* de l'arrêté ministériel est antérieure au 10 mai 2022 inclus, la date limite de dépôt des dossiers (Td) est fixée au mardi 19 juillet à 12 heures, heure de Paris.

Si la date de publication au *Journal Officiel* de l'arrêté ministériel est postérieure au 11 mai 2022 inclus, la date limite de dépôt des dossiers (Td) est fixée à la date la plus éloignée entre :

- le mardi 27 septembre 2022 à 12 heures, heure de Paris ;
- et le premier mardi à 12 heures, heure de Paris, qui suit l'expiration d'un délai de 10 semaines courant à compter de la date de publication au *Journal Officiel* de l'arrêté ministériel. Si cette publication intervient un mardi, Td sera le mardi qui interviendra exactement 10 semaines après, à 12 heures, heure de Paris

Les procédures seront conduites par l'Arcep selon le calendrier suivant :

Étape 1 : $T_d - 4$ semaines	<ul style="list-style-type: none"> - date et heure limite des demandes d'information sur les procédures pouvant être adressées à l'Arcep
Étape 2 : T_d	<ul style="list-style-type: none"> - date et heure limite de dépôt des dossiers de candidatures - à la suite, publication par l'Arcep de la liste des candidats ayant déposé un dossier de candidature et des procédures auxquelles ils se portent candidats, ainsi que de la liste des candidats ayant demandé l'obtention d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz
Étape 4 : $T_d + 3$ semaines environ	<ul style="list-style-type: none"> - publication par l'Arcep de la liste des candidats qualifiés, autorisés à participer à : <ul style="list-style-type: none"> o l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy ; o l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy ; o l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy ; o et l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy. - communication aux candidats par l'Arcep de la date exacte de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, de l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy et de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy - le cas échéant, conformément à la partie II.1.10a), demande de l'Arcep aux candidats concernés, de lui remettre le formulaire à remplir pour obtenir un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à une date et une heure qu'elle précisera
Le cas échéant étape 4 bis : étape 4 + 3 semaines environ	<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, conformément à la partie II.3, date et heure limite de dépôt du formulaire à remplir pour obtenir un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz
Étape 4 ter : le cas échéant, étape 4 bis + 1 semaine environ ou simultanément à l'étape 4	<ul style="list-style-type: none"> - publication par l'Arcep des résultats de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz
Étape 5 : étape 4 ter + 3 semaines environ	<ul style="list-style-type: none"> - déroulement de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et annonce du résultat de cette enchère
Étape 6 : étape 5 + 3 semaines environ	<ul style="list-style-type: none"> - déroulement de l'enchère principale sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy et annonce du résultat de cette enchère - communication aux lauréats de la bande 700 MHz par l'Arcep de la date exacte de l'enchère de positionnement et du formulaire à remplir pour l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz
Étape 7 : étape 5 + 3 semaines environ	<ul style="list-style-type: none"> - déroulement de l'enchère principale sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy et annonce du résultat de cette enchère

Étape 8: étape 6 + 3 semaines environ	- déroulement de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz et annonce du résultat
Étape 9: étape 7 + 1 semaine environ	- communication aux candidats par l'Arcep de la date exacte de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et du formulaire à remplir pour cette enchère
Étape 10.a : étape 9 + 3 semaines environ	- déroulement de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et annonce du résultat de cette enchère - communication aux lauréats de la bande 3,4 - 3,8 GHz par l'Arcep de la date exacte de l'enchère de positionnement sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et du formulaire à remplir pour cette enchère
Étape 10.b : étape 10.a + 3 semaines environ	- déroulement de l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et annonce du résultat
Étape 11.a: fin de l'étape 8 + 9 semaines environ	- délivrance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 700 MHz aux lauréats
Étape 11.b : fin de l'étape 6 + 12 semaines environ	- délivrance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy aux lauréats
Étape 11.c: fin de l'étape 7 + 12 semaines environ	- délivrance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy aux lauréats
Étape 11.d : fin de l'étape 10.b + 3 semaines environ	- délivrance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz aux lauréats

Tableau 4 : Calendrier des procédures d'attribution

Hormis les étapes 1 et 2 les délais indiqués dans le tableau ci-dessus ne sont qu'indicatifs. Le cas échéant, les semaines du mois d'août ne seront pas comptabilisées dans la détermination de ces délais. En tout état de cause, la délivrance des autorisations aux candidats retenus aura lieu, au maximum, 8 mois après la date T_d , compte tenu du délai mentionné à l'article R. 20-44-9 du CPCE.

II.1.3 Préparation des dossiers et demandes d'information

Pour des raisons de simplification administrative, les candidats sont invités à déposer un dossier de candidature unique pour les six procédures.

Les personnes physiques ou morales envisageant de déposer un dossier de candidature sont invitées à se faire connaître de l'Arcep au plus tôt, et en tout état de cause au plus tard 3 semaines après le lancement des procédures, par courrier recommandé avec accusé de réception à l'attention du directeur général de l'Arcep, afin que l'Arcep puisse leur communiquer sans délai toute éventuelle information pertinente additionnelle.

Jusqu'à 4 semaines avant la date limite de dépôt des dossiers (T_d), avant 12 heures, heure de Paris, les personnes envisageant de déposer un dossier de candidature pourront adresser à l'Arcep les demandes de précisions qu'elles jugent nécessaires. Toute question ou demande d'information devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à l'attention du président de l'Arcep.

Dans un souci d'égalité d'information des candidats, l'Arcep se réserve le droit de communiquer aux personnes envisageant de déposer un dossier de candidature la teneur des réponses qui auront été faites, dans le respect du secret des affaires. Ces informations pourront également être rendues publiques sur son site internet.

II.1.4 Dépôt des dossiers de candidature

Une société souhaitant se porter candidate doit déposer un dossier de candidature en précisant clairement que sa candidature porte spécifiquement sur le territoire de Saint-Martin ou le territoire de Saint-Barthélemy ou les deux territoires. Ce dossier est distinct d'un autre qui pourrait, le cas échéant, porter sur un ou plusieurs autres territoires sur lesquelles il souhaiterait par ailleurs candidater dans le cadre d'autres procédures, par exemple sur le territoire de la Martinique ou le territoire de la Guadeloupe.

Les dossiers de candidature devront être déposés, contre récépissé, avant la date limite de dépôt des dossiers (T_d), à 12 heures (heure de Paris), au siège de l'Arcep, 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris.

Le contenu de ces dossiers est décrit dans le Document III.

En cas d'envoi par courrier, les dossiers de candidature devront parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)²⁸ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

Les personnes qui souhaitent déposer leur dossier avant le dernier jour de dépôt des dossiers sont invitées à prendre rendez-vous auprès de la direction mobile et innovation de l'Arcep pour ce dépôt.

Les dossiers de candidature déposés ou parvenus à l'Arcep postérieurement à la date et heure précisées aux paragraphes précédents seront écartés des procédures. Les dossiers de candidature transmis à l'Arcep par voie électronique, par télécopie ou par tout autre moyen non prévu aux paragraphes précédents seront également écartés des procédures.

Les candidats ne peuvent pas retirer leurs candidatures, une fois celles-ci déposées, sauf dans les cas et selon les modalités précisées à la partie II.2.2b).

Les candidats ne peuvent pas apporter de modifications aux dossiers de candidature qu'ils ont déposés, à l'exception de tout changement de nature à modifier les informations relatives à l'identité du candidat et à la composition de son actionnariat demandées à la partie III.3 du Document III que les candidats doivent alors porter à la connaissance de l'Arcep, dans les meilleurs délais, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au président de l'Arcep ou par porteur contre récépissé. Les informations qui seront communiquées à l'Arcep doivent notamment permettre de déterminer si ces changements constituent ou non une modification substantielle du dossier de candidature. Si la modification apportée au dossier est substantielle, la candidature doit alors être regardée comme nouvelle et doit, par suite, être rejetée, car déposée après la date limite de dépôt des dossiers de candidature.

À la suite du dépôt des dossiers de candidatures, l'Arcep publie la liste des candidats ayant déposé un dossier de candidature et des procédures auxquelles ils se portent candidats, ainsi que la liste des candidats ayant demandé l'obtention d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz au titre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

²⁸ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Dossier de candidature dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

II.1.5 Instruction des dossiers de candidature

L'instruction des dossiers de candidature est composée de deux phases successives, décrites chacune dans la partie II.2 :

- l'examen de recevabilité ;
- la phase de qualification.

L'instruction sera conduite sur la base des dossiers de candidature qui auront été transmis à l'Arcep dans les délais impartis.

L'Arcep pourra, le cas échéant et à son initiative, adresser aux candidats un questionnaire afin d'obtenir des éclaircissements sur certains aspects de leur dossier de candidature. De même, l'Arcep pourra éventuellement organiser des auditions de chacun des candidats.

Si l'Arcep décide d'adresser aux candidats des questionnaires, chacun d'eux recevra celui qui lui est destiné, dans des conditions de délais équivalentes. Les questionnaires, ainsi que les réponses qui seront fournies par les candidats, ne seront pas en tant que tels publiés ou communiqués aux autres candidats.

À l'occasion de ces échanges, les candidats ne pourront en aucun cas apporter des éléments nouveaux ou des modifications à leur dossier de candidature (sauf correction d'erreur matérielle) par les réponses qui seront apportées.

Seules les informations apportant des précisions ou des éclaircissements sur le contenu des dossiers de candidature seront prises en compte.

II.1.6 Publication du résultat de la phase d'instruction des dossiers

À l'issue de la phase d'instruction des dossiers, l'Arcep publie le résultat de cette phase. En particulier, elle publie la liste des candidats qualifiés, qui sont éligibles à l'attribution des fréquences objets des présentes procédures.

II.1.7 Phases d'enchères de la procédure d'attribution de la bande 700 MHz

La présente partie II.1.7 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

a) Enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz

La présente partie II.1.7a) ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir des fréquences en bande 700 MHz dans leur dossier de candidature.

Les candidats qualifiés participeront à une enchère à un tour sous pli fermé portant sur les 4 blocs de 5 MHz duplex en bande 700 MHz. Les modalités de cette enchère dites « enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz » sont définies dans la partie II.5.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, la date de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz est communiqué aux candidats.

Au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, le formulaire à remplir pour l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz est communiqué aux candidats qualifiés.

Les candidats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty

Archimède, 75012 Paris)²⁹ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

À l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, l'Arcep publie le résultat de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, qui comprend l'identité des lauréats et les quantités de fréquences qui leur sont respectivement attribuées.

b) Enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz

Les lauréats ayant obtenu des fréquences en bande 700 MHz à l'issue de l'enchère principale en bande 700 MHz participeront à une enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz, qui permettra de déterminer l'emplacement des fréquences qu'ils ont obtenues. Les modalités de cette enchère dite « de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz » sont définies dans la partie II.9

A l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et au moins deux semaines avant l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz, la date de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz et le formulaire à remplir pour cette enchère, ainsi que le nombre de lauréats, leurs noms et la quantité de fréquences obtenue par chacun des lauréats lors de la phase d'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz sont communiqués aux lauréats.

Les lauréats doivent déposer leur formulaire d'enchère de positionnement complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier, le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)³⁰ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

À l'issue de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz, l'Arcep publie le résultat de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz, qui comprend l'identité des lauréats des blocs A, B, C et D de la bande 700 MHz.

c) Publication du résultat de la procédure d'attribution de la bande 700 MHz

À l'issue de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz, l'Arcep adopte et publie la décision relative au compte-rendu et au résultat de la procédure d'attribution de la bande 700 MHz, qui comprend l'identité des lauréats et les bandes de fréquences exactes qui leur sont respectivement attribuées.

d) Délivrance des autorisations dans la bande 700 MHz

La délivrance des autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz aux lauréats intervient une fois publié le résultat de la procédure d'attribution dans la bande 700 MHz. À ce titre, l'Arcep procède à l'adoption, à la notification et à la publication de ces autorisations.

II.1.8 Phase d'enchère de la procédure d'attribution du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy

La présente partie II.1.8 ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir le bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy dans leur dossier de candidature.

²⁹ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint -Martin et Saint -Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

³⁰ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint -Martin et Saint -Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

Les candidats qualifiés participeront à une enchère à un tour sous pli fermé portant sur le bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy. Les modalités de cette enchère sont définies dans la partie II.4.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, la date de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz sont communiqués aux candidats.

A l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et au moins deux semaines avant l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy le formulaire à remplir pour cette enchère est communiqué aux candidats qualifiés.

Les candidats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris) par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

À l'issue de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, l'Arcep adopte et publie la décision relative au compte-rendu et au résultat de la procédure d'attribution de la bande 900 MHz, qui comprend l'identité du lauréat de la bande 910,1 - 914,9 MHz et 955,1 - 959,9 MHz.

La délivrance de l'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 900 MHz au lauréat intervient une fois publié le résultat de la procédure d'attribution dans la bande 900 MHz. À ce titre, l'Arcep procède à l'adoption, à la notification et à la publication de cette autorisation.

II.1.9 Phase d'enchère de la procédure d'attribution du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

La présente partie II.1.9 ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir le bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy dans leur dossier de candidature.

Les candidats qualifiés participeront à une enchère à un tour sous pli fermé portant sur le bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz. Les modalités de cette enchère sont définies dans la partie II.3.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz, la date de l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz est communiqués aux candidats.

A l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et au moins deux semaines avant l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy le formulaire à remplir pour cette enchère est communiqués aux candidats qualifiés.

Les candidats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris) par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

À l'issue de l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy, l'Arcep adopte et publie la décision relative au compte-rendu et au résultat de la procédure d'attribution de la bande 2,1 GHz, qui comprend l'identité du lauréat de la bande 1945,1 - 1950,1 MHz et 2135,1 - 2140,1 MHz.

La délivrance de l'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2,1 GHz au lauréat intervient une fois publié le résultat de la procédure d'attribution dans la bande 2,1 GHz. À ce titre, l'Arcep procède à l'adoption, à la notification et à la publication de cette autorisation.

II.1.10 Phases de la procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz

La présente partie II.1.10 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

a) Phase d'attribution des blocs de 50 MHz de la bande 3,4 - 3,8 GHz

À l'issue de la phase d'instruction des dossiers, l'Arcep procède à la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz aux candidats qui auraient souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I dans leur dossier de candidature selon les modalités décrites en partie II.4.1.

Dans le cas où la détermination des fréquences attribuées aux candidats qualifiés au titre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz nécessiterait un classement entre ces candidats, l'Arcep leur demande de lui fournir le montant de leur offre qui lui permettra de réaliser ce classement selon les conditions prévues à la partie II.4.1 du présent document.

b) Publication du résultat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz duplex en bande 3,4 - 3,8 GHz

À l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, l'Arcep publie la liste des candidats obtenant un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, sous réserve que la procédure soit menée à son terme.

Dans le cas où la détermination des fréquences attribuées aux candidats qualifiés au titre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz ne nécessiterait pas un classement entre ces candidats, la publication du résultat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz pourrait être simultanée à la publication du résultat de la phase d'instruction des dossiers.

c) Enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

La présente partie II.1.10c) ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait de participer à l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

Dans les jours qui suivent la fin de l'enchère principale sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy et au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, la date de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et le formulaire à remplir pour cette enchère, ainsi que le nombre et le nom des lauréats des blocs de 50 MHz obtenus lors de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz sont communiqués aux candidats qualifiés.

Les candidats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier, le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)³¹ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

Chaque candidat indique dans son formulaire le nombre de blocs de 10 MHz maximal qu'il s'engage à acquérir pour un montant égal au prix de réserve³² d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz multiplié par ce nombre de blocs maximal.

³¹ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

³² Le « prix de réserve d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz » est défini en partie II.4.2c).

Si la somme des nombres de blocs maximaux souhaités par les candidats est inférieure ou égale au nombre de blocs de 10 MHz encore disponibles dans la bande c'est-à-dire les blocs de 10 MHz définis dans le Document I qui n'ont pas été octroyés à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4.1 (au moins 18 blocs), chaque candidat obtient le nombre maximal de blocs de 10 MHz indiqué dans son formulaire.

Dans le cas contraire, les candidats qualifiés participent à une enchère à un tour sous pli fermé portant sur les fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz décrites dans la partie I.1.2 du Document I encore disponibles dans la bande c'est-à-dire les blocs de 10 MHz définis dans le Document I qui n'ont pas été octroyés à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz duplex en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4.1. Les modalités de cette enchère dite « enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz » sont définies dans la partie II.4.2.

À l'issue de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, l'Arcep publie le résultat de la procédure d'enchère principale de la bande 3,4 - 3,8 GHz, qui comprend l'identité des lauréats et les quantités de fréquences qui leur sont respectivement attribuées.

d) Enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Les lauréats ayant obtenu des fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, participeront à une enchère de positionnement pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz, qui permettra de déterminer l'emplacement des fréquences qu'ils ont obtenues. Les modalités de cette enchère dite « de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz » sont définies dans la partie II.9.

Dans les jours qui suivent la fin de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz de la bande 3,4 - 3,8 GHz et au moins deux semaines avant l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, la date de l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et le formulaire à remplir pour cette enchère, ainsi que le nombre de lauréats, leurs noms et la quantité de fréquences obtenue par chacun des lauréats lors de la phase d'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et lors de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz sont communiqués aux lauréats sont communiqués aux lauréats.

Les lauréats doivent déposer leur formulaire d'enchère de positionnement complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère de positionnement pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier, le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)³³ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure.

e) Publication du résultat de la procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz

À l'issue de l'enchère de positionnement pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz, l'Arcep adopte et publie la décision relative au compte-rendu et au résultat de la procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz, qui comprend l'identité des lauréats et les bandes de fréquences exactes qui leur sont respectivement attribuées.

³³ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

f) Délivrance des autorisations dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

La délivrance des autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz aux lauréats intervient une fois publié le résultat de la procédure d'attribution dans la bande 3,4 - 3,8 GHz. À ce titre, l'Arcep procède à l'adoption, à la notification et à la publication de ces autorisations.

II.2 Instruction des dossiers de candidature

L'instruction des dossiers est composée de deux phases successives, détaillées par la suite :

- l'examen de recevabilité décrit en partie II.2.1 ;
- la phase de qualification décrite en partie II.2.2.

À l'issue de l'instruction, l'Arcep publie la liste des candidats qualifiés.

II.2.1 Examen de recevabilité

Pour être recevable, un dossier de candidature doit :

- être déposé avant la date et l'heure limite de dépôt des dossiers précisées dans la partie II.1.2 ;
- contenir les informations et documents demandés dans le Document III et selon le format prévu par le Document III ;
- être rédigé en français (en tenant compte des exceptions prévues dans le Document III).

Un seul dossier de candidature peut être déposé par une même personne physique ou morale. Dans le cas où une même personne physique ou morale ferait acte de candidature dans deux dossiers de candidature ou plus, aucun de ces dossiers de candidature ne serait recevable.

Seuls les dossiers de candidature ayant rempli les conditions de recevabilité pourront être examinés dans la phase de qualification.

II.2.2 Phase de qualification

La phase de qualification a pour objet d'identifier, à partir des dossiers de candidature, les candidats éligibles à l'attribution des fréquences objets des présentes procédures.

Il existe plusieurs facteurs qui peuvent donner lieu à la disqualification d'une candidature : ils sont mentionnés ci-dessous et détaillés ci-après :

- a. motifs de refus d'une candidature mentionnés à l'article L. 42-1 du CPCE ;
- b. situation de contrôle prévue au II.2.2b) ;
- c. absence d'engagement à respecter les conditions d'utilisation de fréquences attribuées dans le cadre des présentes procédures d'attribution ;
- d. non création d'une société distincte le cas échéant.

a) Motifs de refus d'une candidature mentionnés à l'article L. 42-1 du CPCE

Le candidat doit présenter une candidature éligible à l'obtention d'une autorisation d'utilisation de fréquences, au regard des dispositions prévues par le I de l'article L. 42-1 du CPCE. Il est rappelé qu'aux termes de cet article, une autorisation d'utilisation de fréquences peut être refusée pour l'un des motifs suivants :

- « 1° La sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique ;
- 1° bis l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale ;
- 2° La bonne utilisation des fréquences ;

3° L'incapacité technique ou financière du demandeur à faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité ;

4° La condamnation du demandeur à l'une des sanctions mentionnées aux articles L. 36-11, L. 39, L. 39-1 et L. 39-4. »

À ce titre, et comme précisé dans le Document III, le candidat doit notamment fournir dans son dossier de candidature l'ensemble des informations permettant de démontrer sa capacité technique à satisfaire aux obligations résultant de l'utilisation des fréquences auxquelles il candidate. En particulier, le candidat doit justifier qu'il peut s'appuyer sur un réseau mobile préexistant³⁴ à Saint-Martin et/ou Saint-Barthélemy.

Le candidat doit également fournir l'ensemble des informations démontrant sa capacité financière à faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité.

En outre, le candidat doit indiquer à l'Arcep s'il a fait l'objet de condamnations à l'une des sanctions rappelées au 4° de l'article L. 42-1 du CPCE ci-dessus afin de permettre à l'Arcep d'apprécier la mesure dans laquelle ces éventuelles condamnations seraient de nature à remettre en cause la qualification du candidat à l'attribution des fréquences visées par les présentes procédures.

b) Situation de contrôle sur un autre candidat

Ce paragraphe s'applique indépendamment pour chacune des six procédures : les procédures d'attribution des fréquences de la bande 700 MHz et les procédures d'attribution de fréquences dans la bande 3,4 – 3,8 GHz à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy ainsi que la procédure d'attribution du bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz et la procédure d'attribution du bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

Le candidat ne doit pas se trouver dans l'une des trois situations suivantes :

- le candidat exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante sur tout autre candidat à la procédure ;
- un autre candidat à la procédure exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante sur le candidat ;
- une même personne physique ou morale exerce, directement ou indirectement, une influence déterminante, sur le candidat ainsi que sur un autre candidat à la procédure.

Le cas échéant, l'Arcep informe, lors de la phase de qualification, l'ensemble des candidats concernés par l'une des situations décrites dans le paragraphe précédent et leur demande de ne maintenir qu'une seule candidature, sans qu'il soit possible d'en modifier les termes. À défaut d'un tel choix dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la notification par l'Arcep, les candidats concernés ne sont pas éligibles à l'attribution des fréquences visées par les présentes procédures, et donc à la délivrance d'une autorisation d'utilisation de fréquences.

c) Respect des conditions d'utilisation de fréquences

Le candidat doit s'engager à respecter les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I s'il est lauréat des présentes procédures d'attribution.

d) Création d'une société distincte le cas échéant

Conformément aux principes énoncés à l'alinéa 2 de l'article L. 33-1 II du CPCE, tout candidat disposant dans un secteur d'activité autre que les communications électroniques d'un monopole ou d'une position dominante, appréciée après avis de l'Autorité de la concurrence, s'engage à constituer une

³⁴ Notamment un réseau détenu en propre ou un réseau auquel le candidat a accès grâce à un contrat de partage d'infrastructures passives ou d'installations actives (à l'exclusion d'un contrat d'itinérance).

société distincte pour exercer l'activité d'opérateur de réseau mobile dès la délivrance de l'autorisation.

II.3 Enchère de la procédure d'attribution du bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

La présente partie II.3 ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy, dans leur dossier de candidature.

Cette enchère vise à déterminer le lauréat de ce bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

On appelle « prix de réserve du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz » le montant minimal que devra payer un lauréat qui obtiendra le bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz au titre de la phase d'enchère décrite dans la présente partie II.3. Ce montant est fixé à 0 euro.

L'enchère principale se déroule selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé.

Chaque candidat indique conformément à la partie II.7 le prix maximal pour ce bloc tel qu'il s'engage à l'acquérir pour un montant égal à la somme de ce prix maximal et du prix de réserve du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz, sous réserve d'attribution par l'Arcep.

L'Arcep détermine le résultat de l'enchère, c'est-à-dire le lauréat du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz et le montant dû par chaque lauréat.

Les candidats qualifiés sont classés en fonction de leurs engagements financiers par prix décroissant. En cas d'égalité entre plusieurs candidats qualifiés un tirage au sort est effectué pour les départager.

Le premier candidat qualifié du classement obtient le bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz.

Le lauréat ayant obtenu le bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz est tenu de verser la somme du montant indiqué dans l'offre du candidat classé en 2e position et du prix de réserve du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz.

II.4 Phases de la procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz

La présente partie II.4 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

II.4.1 Phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

La présente partie II.4 ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir des fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz dans leur dossier de candidature.

Cette phase d'attribution vise à attribuer jusqu'à 4 blocs de 50 MHz parmi les blocs de la bande 3,4 - 3,8 GHz définis à la partie I.1.2 Document I.

On appelle « le prix de réserve d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz attribué au cours de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz » le montant minimal que devra payer un lauréat qui obtiendra un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz au titre de la phase décrite dans la présente partie. Ce montant est fixé à 0 euro.

À cette fin, les candidats souhaitant obtenir un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz au titre de la phase décrite dans la présente partie indiquent dans leur dossier de candidatures s'ils souscrivent aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I afin d'obtenir un

bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz. La souscription à ces engagements dans leur dossier de candidature est irrévocable.

À l'issue de la phase de qualification, l'Arcep applique les dispositions prévues au point II.4.1a) de la présente partie pour déterminer les lauréats de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

À l'issue de la présente phase, l'Arcep publie les résultats de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

a) Détermination des lauréats

Dans le cas où 1, 2, 3 ou 4 candidats qualifiés auraient souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I dans leur dossier de candidature, chacun de ces candidats obtient un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, sous réserve que la procédure soit menée à son terme.

Dans le cas où 5 candidats qualifiés ou plus auraient souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I dans leur dossier de candidature, les 4 premiers candidats qualifiés du classement établi en application de la procédure de classement décrite dans la partie II.4.1b) ci-après obtiennent un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

Les lauréats ayant obtenu un bloc de 50 MHz duplex en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la présente phase d'attribution verront leurs engagements traduits en obligations dans leur autorisation d'utilisation de fréquences.

b) Classement

La procédure de classement décrite dans la présente partie II.4.1b) a pour objet de classer les candidats qualifiés lorsque cela est nécessaire pour déterminer à quels candidats qualifiés seront attribués les 4 blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz. Cette phase est nécessaire dans la situation où 5 candidats qualifiés ou plus ont souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I.

Dans cette hypothèse, l'Arcep informe les candidats qualifiés qu'une procédure de classement est nécessaire pour déterminer le résultat de la procédure d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz. À ce titre, elle précise le nom des candidats qualifiés concernés et leur demande d'envoyer un document indiquant le montant maximum en euros qu'ils s'engagent irrévocablement à verser pour obtenir un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz. Elle précise les modalités d'envoi de leurs offres, en particulier la date et l'heure limites de remise de ces dernières de sorte que les candidats qualifiés disposent d'environ 3 semaines pour les remettre.

Le montant maximum que la société s'engage irrévocablement à verser pour obtenir un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz doit être inscrit à l'euro près, en toute lettres ainsi qu'en chiffres, c'est-à-dire sans abréviations (k€, écritures scientifiques, etc.). L'Arcep invite par ailleurs les candidats qualifiés à remplir le document sans ratures ni corrections (effaceur, correcteur blanc, etc.). Ce montant en euros doit être entier. S'il ne l'est pas, l'Arcep le tronquera à l'entier immédiatement inférieur.

Le montant financier que s'engage à verser le candidat doit être égal ou supérieur au prix de réserve d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz attribué au cours de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz. Si le montant indiqué par le candidat est strictement inférieur à ce prix de réserve, le candidat n'est pas classé et n'obtient pas de fréquences au titre de la présente phase.

Les candidats qualifiés sont classés en fonction de leurs engagements financiers par prix décroissant. En cas d'égalité entre plusieurs candidats qualifiés un tirage au sort est effectué pour les départager.

c) Détermination du montant versé pour les blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Les lauréats ayant obtenu un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz au titre de la phase décrite dans la présente partie sont tenus de verser :

- dans le cas où 1, 2, 3 ou 4 candidats qualifiés auraient souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I, le montant du prix de réserve d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz attribué au cours de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz;
- dans le cas où 5 candidats qualifiés ou plus auraient souscrit aux quatre engagements décrits aux parties I.4.4b), I.4.4c), I.4.4d) et I.5.1 du Document I, le montant indiqué dans l'offre du candidat classé en 5^e position et en tout état de cause au minimum le montant du prix de réserve d'un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz attribué au cours de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

Ce montant contribue au montant de la part fixe de la redevance qui sera due au titre de l'utilisation des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz par chaque lauréat, conformément à la partie II.10.2.

II.4.2 Enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Cette section s'applique à la phase d'enchère principale pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.1.10.

L'enchère principale vise à déterminer les lauréats et la quantité de fréquences qui leur sera attribuée, le cas échéant, pour la bande 3,4 - 3,8 GHz en supplément des blocs déjà obtenus dans le cadre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

a) Plafonnement des demandes (« *spectrum caps* »)

Dans le cadre de la présente procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz, un candidat ne peut pas formuler une offre qui le conduirait à être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile une quantité de fréquences supérieure à 100 MHz dans la bande 3,4 - 3,8 GHz. En conséquence, un candidat ne peut pas demander un nombre de blocs supérieur à 5 pour les candidats ayant obtenu un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4.1 et à 10 pour les autres candidats.

b) Quantité minimale de fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz

Dans le cadre de la présente procédure d'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz, un candidat ne peut pas formuler une offre qui le conduirait à obtenir une quantité de fréquences non nulle strictement inférieure à un plancher de 40 MHz dans la bande 3,4 - 3,8 GHz au titre des présentes procédures.

c) Nombre de blocs maximal souhaité dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

On appelle « prix de réserve d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz » le montant minimal que devra payer pour chaque bloc un lauréat qui obtiendra un ou plusieurs blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz au titre de la phase d'enchère principale décrite dans la présente partie II.4.2. Ce montant est fixé à 0 euro.

Chaque candidat indique dans son formulaire le nombre de blocs de 10 MHz maximal qu'il s'engage à acquérir pour un montant égal au prix de réserve d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz multiplié par ce nombre de blocs maximal. Ce nombre de blocs doit respecter les règles décrites en parties II.4.2a) et II.4.2b).

La date d'envoi de ce formulaire sera fixée et communiquée par l'Arcep à l'issue l'enchère principale sur le bloc en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy.

Si le nombre de blocs maximal souhaité indiqué est supérieur au plafonnement des demandes décrit en partie II.4.2, le nombre de blocs maximal souhaité est réputé égal à 5 si le candidat est lauréat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et à 10 dans le cas contraire.

Si le candidat n'est pas lauréat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz et que le nombre de blocs maximal souhaité indiqué est inférieur à la quantité minimale de fréquences décrite en partie II.6.2, le nombre de blocs maximal souhaité est réputé égal à 0.

Si la somme des nombres de blocs maximaux souhaités par les candidats est inférieure ou égale au nombre de blocs de 10 MHz disponibles après la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz (au moins 18 blocs), chaque candidat obtient le nombre maximal de blocs de 10 MHz indiqué dans son formulaire. Le montant financier dû par chaque candidat au titre de la phase d'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz est égal au prix de réserve d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz multiplié par le nombre de blocs obtenu par le candidat. Dans le cas contraire, les candidats qualifiés participent à l'enchère décrite ci-dessous.

d) Principe de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

L'enchère principale se déroule selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé.

Elle porte sur l'ensemble des blocs de fréquences encore disponibles dans la bande c'est-à-dire :

- concernant l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, les blocs de 10 MHz définis dans le Document I qui n'ont pas été octroyés à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz duplex en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4. Le nombre de blocs disponibles lors de l'enchère principale est donc égal à 38 moins 5 fois le nombre de lauréats de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz duplex en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.4.2. Il peut donc être égal à 38, 33, 28, 23 ou 18.

Seuls les candidats qualifiés à l'issue de la phase de qualification peuvent participer à ces enchères.

On appelle « prix de réserve d'un nombre de blocs » le produit :

- du prix de réserve d'un bloc de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz; et
- de ce nombre de blocs.

Chaque candidat indique conformément à la partie II.7:

- le nombre maximal de blocs de 10 MHz qu'il souhaite obtenir dans la bande pour un montant égal au prix de réserve de ce nombre de blocs maximal ;
- pour chaque nombre de blocs inférieur ou égal au nombre maximal de blocs de 10 MHz qu'il souhaite obtenir dans la bande et strictement supérieur à trois blocs si le candidat n'est pas lauréat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, le prix maximum total pour ce nombre de blocs tel que le candidat s'engage irrévocablement à acquérir ce nombre de blocs pour un montant égal à la somme de ce prix maximal et du prix de réserve de ce nombre de blocs, sous réserve d'attribution par l'Arcep.

L'Arcep détermine le résultat de l'enchère, c'est-à-dire le nombre de blocs obtenu et le montant dû par chaque lauréat conformément à la partie II.10.

II.5 Enchères de la procédure d'attribution de la bande 700 MHz

La présente partie II.5 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Ces phases d'enchère visent à attribuer jusqu'à 4 blocs de 5 MHz duplex de la bande 700 MHz définis à la partie I.1.1 Document I.

On appelle « le prix de réserve d'un bloc en bande 700 MHz attribué au cours de la phase d'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz » le montant minimal que devra payer un lauréat qui

obtiendra un bloc de 5 MHz duplex en bande 700 MHz au titre de la phase décrite dans la présente partie. Ce montant est fixé à 0 euro.

Cette section s'applique à la phase d'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz décrite en partie II.1.7a).

L'enchère principale portant sur les blocs de la bande 700 MHz vise à déterminer les lauréats et la quantité de fréquences qui leur sera attribuée. Elle sera suivie d'une enchère de positionnement pour déterminer l'identité des lauréats des blocs A, B, C et D de la bande 700 MHz

On appelle « bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins » :

- la « bande 800 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 791 - 821 MHz et 832 - 862 MHz en mode de duplexage fréquentiel ;
- la « bande 900 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 890 - 915 MHz et 935 - 960 MHz en mode de duplexage fréquentiel ; et
- la « bande 700 MHz », définie en partie I.1.1.

On appelle « bandes basses » :

- la « bande 800 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 791 - 821 MHz et 832 - 862 MHz en mode de duplexage fréquentiel ;
- la « bande 900 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 880 - 915 MHz et 925 - 960 MHz en mode de duplexage fréquentiel ; et
- la « bande 700 MHz », correspondant aux deux sous-bandes 703 - 733 MHz et 758 - 788 MHz en mode de duplexage fréquentiel

II.5.1 Plafonnement des demandes (« spectrum caps »)

a) en bande 700 MHz

Dans le cadre de la présente procédure d'attribution de la bande 700 MHz, un candidat ne peut pas formuler une offre qui le conduirait à être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile une quantité de fréquences supérieure à 10 MHz duplex dans la bande 700 MHz. En conséquence, un candidat ne peut pas demander un nombre de blocs supérieur à 2 blocs en bande 700 MHz.

b) en bandes basses

Dans le cadre de la présente procédure d'attribution de la bande 700 MHz, un candidat ne peut pas formuler une offre qui le conduirait à être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile :

- une quantité de fréquences supérieure à 30 MHz duplex en bandes basses ;
- une quantité de fréquences supérieure à 25 MHz duplex en bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins.

En conséquence, un candidat ne peut pas demander :

- ni une quantité de fréquences en bande 700 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences en bandes basses que le candidat est autorisé à utiliser à la date Td en bandes 800 MHz et 900 MHz, et le cas échéant, à la quantité de fréquences en bande 900 MHz obtenue à l'issue de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz décrite en partie II.6, l'amènerait à dépasser 30 MHz duplex.
- ni une quantité de fréquences en bande 700 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins que le candidat est autorisé à utiliser à la date Td en bandes 800 MHz et 900 MHz, et le cas échéant, à la quantité de fréquences en bande 900 MHz obtenue à l'issue de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz décrite en partie II.6, l'amènerait à dépasser 25 MHz duplex

II.5.2 Principe de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz

Chacune des enchères se déroulent selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé.

Elle porte sur l'ensemble des blocs de fréquences disponibles dans la bande c'est-à-dire :

- concernant l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, les 4 blocs A, B, C et D de 5 MHz duplex définis dans le Document I

Seuls les candidats qualifiés à l'issue de la phase de qualification peuvent participer à ces enchères.

On appelle « prix de réserve d'un nombre de blocs » le produit :

- du prix de réserve d'un bloc de 5 MHz duplex en bande 700 MHz attribué au cours de la phase d'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz ; et
- de ce nombre de blocs.

Chaque candidat indique conformément à la partie II.7 :

- le nombre maximal de blocs qu'il souhaite obtenir dans la bande pour un montant égal au prix de réserve de ce nombre de blocs maximal ;
- pour chaque nombre de blocs inférieur ou égal au nombre maximal de blocs qu'il souhaite obtenir dans la bande, le prix maximum total pour ce nombre de blocs tel que le candidat s'engage irrévocablement à acquérir ce nombre de blocs pour un montant égal à la somme de ce prix maximal et du prix de réserve de ce nombre de blocs, sous réserve d'attribution par l'Arcep.

L'Arcep détermine le résultat de l'enchère, c'est-à-dire le nombre de blocs obtenu et le montant dû par chaque lauréat conformément à la partie II.9.4.

II.6 Enchère de la procédure d'attribution du bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy

La présente partie II.6 ne s'applique qu'aux candidats qualifiés ayant formulé le souhait d'obtenir le bloc en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, dans leur dossier de candidature.

Cette enchère vise à déterminer le lauréat de ce bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy.

On appelle « prix de réserve du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz » le montant minimal que devra payer un lauréat qui obtiendra le bloc de 4,8 MHz duplex dans la bande 900 MHz au titre de la phase d'enchère décrite dans la présente partie II.6. Ce montant est fixé par décision du ministre chargé des communications électroniques.

L'enchère principale se déroule selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé.

Chaque candidat indique conformément à la partie II.7 le prix maximal pour ce bloc tel qu'il s'engage à l'acquérir pour un montant égal à la somme de ce prix maximal et du prix de réserve du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz, sous réserve d'attribution par l'Arcep.

L'Arcep détermine le résultat de l'enchère, c'est-à-dire le lauréat du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz et le montant dû par chaque lauréat.

Les candidats qualifiés sont classés en fonction de leurs engagements financiers par prix décroissant. En cas d'égalité entre plusieurs candidats qualifiés un tirage au sort est effectué pour les départager.

Le premier candidat qualifié du classement obtient le bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz.

Le lauréat ayant obtenu le bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz est tenu de verser la somme du montant indiqué dans l'offre du candidat classé en 2^e position et du prix de réserve du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz.

II.6.1 Plafonnement des demandes en bandes basses (« spectrum caps »)

Dans le cadre de la présente procédure d'attribution du bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, un candidat ne peut pas formuler une offre qui le conduirait à être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile :

- une quantité de fréquences supérieure à 25 MHz duplex en bandes basses compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins ;
- une quantité de fréquences supérieure à 30 MHz duplex en bandes basses.

En conséquence, un candidat ne peut pas demander :

- ni une quantité de fréquences en bande 900 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins que le candidat est autorisé à utiliser à la date Td en bandes 800 MHz et 900 MHz, et le cas échéant, à la quantité de fréquences compatibles avec les plans de fréquences des territoires voisins en bande 700 MHz obtenue à l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz décrite en partie II.5 et II.1.7, l'amènerait à dépasser 25 MHz duplex
- ni une quantité de fréquences en bande 900 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences en bandes basses que le candidat est autorisé à utiliser à la date Td en bandes 800 MHz et 900 MHz, et le cas échéant, à la quantité de fréquences en bande 700 MHz obtenue à l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz décrite en partie II.5 et II.1.7, l'amènerait à dépasser 30 MHz duplex.

II.7 Documents des enchères pour les procédures d'attribution des bandes 700 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 3,4 - 3,8 GHz

La présente partie II.7 s'applique aux enchères pour les procédures d'attribution des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz hormis les enchères de positionnement décrites en partie II.4, et ceci sur chacun des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, la date de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz ainsi que la date de l'enchère principale sur le bloc en bande 900 MHz et la date de l'enchère principale sur les blocs en bande 2,1 GHz sont communiqués aux candidats qualifiés.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz et sur le bloc en bande 2,1 GHz, le formulaire à remplir pour l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz et le formulaire à remplir pour l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz sont communiqués aux candidats qualifiés.

A l'issue de la phase de qualification des candidats et au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz le formulaire à remplir pour l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz est communiqué aux candidats qualifiés.

Dans les jours qui suivent la fin de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz et au moins deux semaines avant l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz, la date de l'enchère principale et le formulaire à remplir pour l'enchère sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz sont communiqués aux candidats qualifiés dans les jours qui suivent la fin de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

Les candidats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier, le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)³⁵ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure. Les personnes qui souhaitent déposer leur formulaire avant le jour de l'enchère sont invitées à prendre rendez-vous auprès de la direction mobile et innovation de l'Arcep pour ce dépôt.

Le candidat inclut, lors de la transmission du formulaire d'enchère complété, l'ensemble des documents habilitant la personne signataire du formulaire à engager la société pour les montants engagés par le formulaire d'enchère complété.

Pour être valide, le formulaire d'enchère doit ainsi :

- être un exemplaire imprimé du formulaire fourni par l'Arcep ;
- permettre d'identifier le candidat qualifié ;
- être signé par une personne habilitée à engager la société pour les montants engagés par le formulaire d'enchère complété ;
- être remis à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris au plus tard le jour de l'enchère principale à 12h00 en main propre ou par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception).

Dans le cas où l'une de ces conditions ne serait pas respectées, il sera considéré que le candidat demande l'obtention des blocs ou combinaisons de blocs disponibles dans la bande considérée pour un montant de 0 euro, dans le respect du plafonnement des demandes décrit partie II.5.1.

Hormis dans le cadre de la procédure d'attribution du bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz et d'attribution du bloc de 4,8 MHz en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, le candidat indique le nombre maximal de blocs tel qu'il s'engage à acquérir ce nombre de blocs ou tout nombre de blocs inférieur pour un montant égal au prix de réserve de ce nombre de blocs, dit « le nombre de blocs maximal souhaité ». Ce nombre de blocs doit respecter les règles décrites en parties II.4.2a) et II.4.2b).

Si le nombre de blocs maximal souhaité indiqué est supérieur aux plafonnements des demandes décrits en partie II.4.2a) et II.5.1, le nombre de blocs maximal souhaité est réputé égal au nombre de blocs maximal autorisé par les parties II.4.2a) et II.5.1.

Pour l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 – 3,8 GHz, si le nombre de blocs maximal souhaité indiqué est inférieur à la quantité minimale de fréquences décrite en partie II.4.2b), le nombre de blocs maximal souhaité est réputé égal à 0.

Il indique ensuite pour chaque nombre de blocs inférieur ou égal au nombre de blocs maximal souhaité et auquel la société peut prétendre tout en respectant les règles décrites en parties II.4.2a), II.4.2b), II.5.1 et II.6.1 le montant maximum, à l'euro près, en toutes lettres ainsi qu'en chiffres, qu'il s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve de ce nombre de blocs s'il obtient ce nombre de blocs dans le cadre de la phase d'enchère principale, sous réserve d'attribution par l'Arcep.

³⁵ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

Bande	Montant maximal que la société s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve si elle obtient ce bloc dans le cadre de l'enchère
Bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz	X euros

Tableau 5: Exemple de formulaire pour le bloc de 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy

Bande	Montant maximal que la société s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve si elle obtient ce bloc dans le cadre de l'enchère
Bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz	Y euros

Tableau 6 : Exemple de formulaire pour le bloc de 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz à Saint-Barthélemy

Nombre de blocs maximal souhaité	$N \leq 2$
---	------------

Nombre de blocs	Montant maximal que la société s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve si elle obtient ce nombre de blocs dans le cadre de l'enchère principale
2 blocs	M_2 euros
1 bloc	M_1 euros

Tableau 7 : Exemple de formulaire pour la bande 700 MHz

Nombre de blocs maximal souhaité	$1 \leq N \leq 5$
---	-------------------

Nombre de blocs	Montant maximal que la société s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve si elle obtient ce nombre de blocs dans le cadre de l'enchère principale
5 blocs	M_5 euros
4 blocs	M_4 euros
3 blocs	M_3 euros
2 blocs	M_2 euros
1 bloc	M_1 euros

Tableau 8 : Exemple de formulaire pour la bande 3,4 - 3,8 GHz pour les candidats ayant obtenu un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Nombre de blocs maximal souhaité	$4 \leq N \leq 10$
----------------------------------	--------------------

Nombre de blocs	Montant maximal que la société s'engage irrévocablement à verser en plus du prix de réserve si elle obtient ce nombre de blocs dans le cadre de l'enchère principale
10 blocs	M_{10} euros
9 blocs	M_9 euros
8 blocs	M_8 euros
7 blocs	M_7 euros
6 blocs	M_6 euros
5 blocs	M_5 euros
4 blocs	M_4 euros

Tableau 9 : Exemple de formulaire pour la bande 3,4 - 3,8 GHz pour les candidats n'ayant pas obtenu un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Concernant les bandes 3,4 - 3,8 GHz et 700 MHz, les nombres de blocs possibles pour respecter les règles décrites en parties II.4.2a), II.4.2b) et II.5.1a) sont :

- dans les fréquences de la bande 700 MHz (hors règles liées au plafond de fréquences en bandes basses décrites en partie II.5.1b)) : entre 1 et 2 blocs de 5 MHz duplex.
- dans la bande 3,4 - 3,8 GHz : entre 1 et 5 blocs de 10 MHz pour le ou les candidat(s) ayant obtenu, le cas échéant, un bloc de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.2.3 et entre 4 et 10 blocs pour les autres candidats ;

Les montants en euros doivent être entiers. L'Arcep tronquera les montants non entiers à l'entier immédiatement inférieur.

Afin d'éviter les cas d'égalité (voir les règles définies à la partie II.8), il est recommandé aux candidats d'indiquer des montants ayant un nombre suffisant de chiffres significatifs.

Si un candidat renseigne un montant pour un nombre de blocs non valide, notamment pour un nombre de blocs supérieur au nombre de blocs maximal souhaité ou pour un nombre de blocs ne respectant pas les règles décrites en parties II.4.2a), II.4.2b) et II.5.1 l'Arcep n'en tiendra pas compte.

Chaque montant est donné en toutes lettres et en chiffres, c'est-à-dire sans abréviations (k€, écritures scientifiques, etc.). Si le montant indiqué pour un nombre de blocs est différent en chiffres et en toutes lettres, celui-ci est réputé égal à zéro. L'Arcep invite par ailleurs les candidats à remplir le formulaire sans ratures ni corrections (effaceur, correcteur blanc liquide, etc.).

Si pour un nombre de blocs valide et inférieur au nombre de blocs maximal souhaité, le montant n'est pas renseigné, ce montant est réputé égal à zéro.

Exemple 1 : Le candidat indique dans son formulaire s'engager irrévocablement à verser 3 € s'il obtient 3 blocs, 2 € s'il obtient 2 blocs et **ne renseigne pas le montant correspondant au cas où il obtiendrait un seul bloc**. Son formulaire de demande est réputé correspondre à : « Le candidat indique dans son formulaire s'engager irrévocablement à verser 3 € s'il obtient 3 blocs, 2 € s'il obtient 2 blocs et **0 €** s'il obtient un seul bloc. »

II.8 Détermination du résultat des enchères des procédures d'attribution de la bande 700 MHz et de la bande 3,4 – 3,8 GHz

La présente partie II.8 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Deux cas de figure sont possibles, en fonction des nombres de blocs maximaux souhaités par les candidats qualifiés.

II.8.1 Cas 1 : la somme des nombres de blocs maximaux souhaités est inférieure ou égale au nombre de blocs disponibles.

Dans ce cas, chaque candidat qualifié obtient son nombre de blocs maximal souhaité, sous réserve d'attribution par l'Arcep. Le montant financier dû par chaque candidat au titre de l'enchère principale est égal au produit :

- du prix de réserve d'un bloc ; et
- du nombre de blocs obtenu par le candidat au titre de la présente phase d'enchère principale.

II.8.2 Cas 2 : la somme des nombres de blocs maximaux souhaités est strictement supérieure au nombre de blocs disponibles.

a) Détermination de la répartition des fréquences à attribuer dans le cadre de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz

Dans un premier temps, l'Arcep détermine toutes les répartitions possibles entre les candidats des blocs de fréquences à attribuer dans le cadre de l'enchère principale permettant d'attribuer le nombre de blocs disponibles et respectant, pour chaque candidat, le nombre de bloc maximal souhaité par le candidat et les règles décrites en parties II.4.2a), II.4.2b) et II.5.1.

À chacune de ces répartitions est associée une valeur, correspondant à la somme des montants des offres des candidats pour les nombres de blocs qu'ils obtiennent dans cette répartition.

La répartition obtenant la valeur la plus élevée est retenue. En cas d'égalité entre plusieurs répartitions, un tirage au sort est effectué pour les départager.

Chaque lauréat se voit attribuer le nombre de blocs qu'il détient dans la répartition retenue.

Exemple 2 : 2 blocs sont disponibles. Le prix de réserve est fixé à 1 €. Le candidat A demande 1 bloc pour 3 € et 2 blocs pour 4 € et le candidat B demande 1 bloc pour 2 € et 2 blocs pour 4 €. Les répartitions possibles et leurs valeurs respectives sont les suivantes :

- Répartition 1 : 0 bloc pour A, 2 blocs pour B : 4 € ;
- Répartition 2 : 1 bloc pour A, 1 bloc pour B : 5 € ;
- Répartition 3 : 2 blocs pour A, 0 bloc pour B : 4 €.

La répartition retenue est la répartition 2 de valeur 5 €. Le candidat A obtient 1 bloc et le candidat B obtient 1 bloc.

b) Détermination des montants financiers dus par les lauréats au titre de l'enchère principale de la bande 700MHz et de l'enchère principale de la bande 3,4 – 3,8 GHz

Cette section s'applique à la fois pour la détermination des montants financiers de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 – 3,8 GHz.

Une fois la répartition gagnante identifiée, pour chaque lauréat, le montant financier dû par celui-ci au titre de l'enchère principale est défini par la somme :

- du prix de réserve d'un bloc multiplié par le nombre de blocs obtenu par le lauréat dans la répartition gagnante ;

- du montant minimal qu'il aurait dû indiquer sur la répartition gagnante pour éviter qu'une autre répartition soit retenue.

Concernant le montant minimal que le candidat aurait dû indiquer sur la répartition gagnante pour éviter qu'une autre répartition soit retenue, il s'agit de la différence entre les deux valeurs suivantes :

- la valeur de la répartition qui aurait été sélectionnée si le lauréat n'avait soumis aucune offre lors de cette enchère (autrement dit s'il avait fait une offre à 0 sur tous les nombres de blocs) ;
- la valeur de la répartition gagnante identifiée moins l'offre du lauréat pour le nombre de blocs qu'il obtient dans cette répartition.

Cette différence est par construction comprise entre 0 et le montant de l'offre faite par le candidat pour le nombre de blocs qu'il obtient dans la répartition gagnante.

Exemple 3 : Dans les mêmes conditions que l'exemple 2 :

- si le candidat A n'avait soumis aucune offre, la répartition 1 aurait été retenue avec une valeur de 4 €. La valeur de la répartition 2 (5 €) moins l'offre du candidat A pour 1 bloc (3 €) est égale à 2 €. Le montant financier dû par le candidat A au titre de l'enchère principale est donc 3 € (1 € (prix de réserve) + 4 € - 2 €) ;
- si le candidat B n'avait soumis aucune offre, la répartition 3 aurait été retenue avec une valeur de 4 €. La valeur de la répartition 2 (5 €) moins l'offre du candidat B pour 1 bloc (2 €) est égale à 3 €. Le montant financier dû par le candidat B au titre de l'enchère principale est donc 2 € (1 € (prix de réserve) + 4 € - 3 €).

II.9 Enchère de positionnement

La présente partie II.9 s'applique sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Cette section s'applique aux deux enchères de positionnement : l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz décrite en partie II.1.7b) et l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.1.10d).

L'enchère principale et, le cas échéant, la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz permet de déterminer la quantité de fréquences obtenue par chaque lauréat. L'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz vise, quant à elle, à déterminer le positionnement des lauréats dans la bande. Elle consiste en une enchère combinatoire à un tour au second prix.

II.9.1 Organisations possibles de chacune des bandes attribuées au titre des présentes procédures

Les fréquences seront attribuées par lots de fréquences contiguës pour chaque candidat lauréat de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz et, pour chaque candidat lauréat de l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz ainsi que, le cas échéant, lauréat de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

Dans le cas où des blocs de fréquences de 5 MHz duplex resteraient non attribués de la bande 700 MHz à l'issue de l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz, ces blocs sont systématiquement placés en haut de la bande avant l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz.

Dans le cas où des blocs de fréquences de 10 MHz resteraient non attribués en bande 3,4 - 3,8 GHz à l'issue des phases précédentes, ces blocs sont systématiquement placés en bas de bande avant l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz.

On entend par « positionnement » d'un lot de fréquences dans la bande la place qu'il occupe dans la bande en partant du bas de la bande (i.e. pour la bande 700 MHz le duplex 703 MHz / 758 MHz, et pour la bande 3,4 - 3,8 GHz de 3420 MHz + 10 MHz fois le nombre de blocs de 10 MHz non attribués).

Le premier positionnement est donc celui occupé par le lot dont les fréquences sont les plus basses ; le dernier positionnement (dont le numéro dépend du nombre de lauréats dans la bande à la suite de l'enchère principale) est celui occupé par le lot dont les fréquences sont les plus hautes.

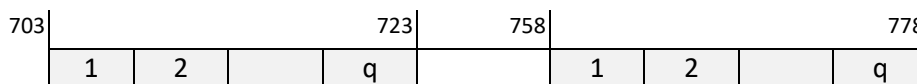


Figure 2 : Positionnements possibles de q lots de fréquences dans le cas où tous les blocs de 5 MHz duplex sont attribués dans la bande 700 MHz



Figure 3 : Positionnements possibles de q lots de fréquences dans le cas où 1 bloc de 5 MHz duplex n'est pas attribué dans la bande 700 MHz

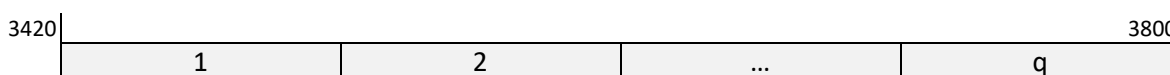


Figure 4 : Positionnements possibles de q lots de fréquences dans le cas où tous les blocs de 10 MHz sont attribués dans la bande 3,4 - 3,8 GHz



Figure 5 : Positionnements possibles de q lots de fréquences dans le cas où 2 blocs de 10 MHz ne sont pas attribués dans la bande 3,4 - 3,8 GHz

On entend par « combinaison de positionnements », l'attribution d'un positionnement différent à chaque lauréat.

Si « q » lauréats participent à l'enchère de positionnement, le nombre de combinaisons de positionnements est égal à q factoriel, soit :

- pour 3 lauréats, 6 combinaisons de positionnements ;
- pour 4 lauréats, 24 combinaisons de positionnements ;
- pour 5 lauréats, 120 combinaisons de positionnements.

II.9.2 Documents d'enchère de positionnement

Au moins deux semaines avant l'enchère de positionnement, la date de chaque enchère de positionnement et le formulaire à remplir pour chaque enchère sont communiqués aux lauréats.

Chaque lauréat remplit le formulaire d'enchère de positionnement communiqué par l'Arcep aux lauréats.

Pour chaque bande de fréquences, les lauréats doivent déposer leur formulaire d'enchère complété à l'Arcep, au 14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris, au plus tard le jour de l'enchère de positionnement pour l'attribution de cette bande à 12h00, heure de Paris. En cas d'envoi par courrier, le formulaire devra parvenir à l'Arcep (14 rue Gerty Archimède, 75012 Paris)³⁶ par lettre recommandée avec accusé de réception avant les mêmes date et heure. Les personnes qui souhaitent déposer leur formulaire

³⁶ Adresse à indiquer sur l'enveloppe : « Formulaire d'enchère dans le cadre des procédures d'attribution de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy – Direction mobile et innovation – Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse – 14, rue Gerty Archimède – CS 90410 – 75613 Paris Cedex 12 »

avant le dernier jour de l'enchère de positionnement sont invitées à prendre rendez-vous auprès de la direction mobile et innovation de l'Arcep pour ce dépôt.

Le candidat devra inclure lors de la transmission du formulaire d'enchère complété pour chaque enchère de positionnement, l'ensemble des documents habilitant la personne signataire du formulaire à engager la société pour les montants engagés par le formulaire d'enchère complété.

Le lauréat indique pour chaque positionnement, le montant maximum, à l'euro près, en toutes lettres ainsi qu'en chiffres, c'est-à-dire sans abréviations (k€, écritures scientifiques, etc.), qu'il s'engage irrévocablement à verser s'il lui est attribué :

Positionnement	Montant
1	α euros
2	β euros
...	... euros
q	γ euros

Tableau 10 : Exemple de formulaire pour q lauréats

L'Arcep invite par ailleurs les lauréats à remplir le formulaire sans ratures ni corrections (effaceur, correcteur blanc liquide, etc.).

Si un lauréat indique un positionnement non valide, l'Arcep n'en tiendra pas compte.

Si le montant indiqué pour un positionnement est différent en chiffres et en toutes lettres, celui-ci est réputé égal à zéro.

Le montant engagé par un candidat pour l'ensemble des positionnements valides absentes du formulaire qu'il remet à l'Arcep ou non complétées est réputé égal zéro.

II.9.3 Détermination de l'organisation de la bande

À chaque combinaison de positionnement est associée une valeur, correspondant à la somme des montants des offres des candidats pour les positionnements qu'ils obtiennent dans cette combinaison de positionnement.

La combinaison obtenant la valeur la plus élevée est retenue. En cas d'égalité, un tirage au sort est effectué pour les départager.

Chaque lauréat se voit attribuer le positionnement qu'il détient dans la combinaison gagnante.

II.9.4 Détermination des montants financiers dus par les lauréats au titre de leur positionnement

Une fois la combinaison gagnante identifiée, pour chaque lauréat, le montant financier dû par celui-ci au titre de son positionnement dans la bande est défini par le montant minimal qu'il aurait dû indiquer sur la combinaison gagnante pour éviter qu'une autre combinaison soit retenue. Il s'agit de la différence entre les deux valeurs suivantes :

- la valeur de la combinaison qui aurait été sélectionnée si le lauréat n'avait soumis aucune offre lors de cette enchère (autrement dit s'il avait fait une offre à 0 sur toutes les positionnements) ;
- la valeur de la combinaison gagnante identifiée moins l'offre du lauréat pour la position qu'il occupe dans cette combinaison.

Cette différence est par construction comprise entre 0 et le montant de l'offre faite par le candidat pour la position qu'il occupe dans la combinaison gagnante.

II.9.5 Exemple avec 3 candidats

À l'issue de l'enchère principale trois candidats A, B et C sont lauréats, ils effectuent les offres suivantes pour les 3 positionnements possibles :

Positionnement	Montant candidat A	Montant candidat B	Montant candidat C
1	100	50	10
2	50	30	0
3	0	60	50

Tableau 10 : Exemple d'offres pour 3 candidats

Les montants des 6 combinaisons de positionnements possibles sont donc les suivants :

N°	Pos. 1	Pos. 2	Pos. 3	Offre lauréat A	Offre lauréat B	Offre lauréat C	Somme
1	A	B	C	100	30	50	180
2	A	C	B	100	60	0	160
3	B	A	C	50	50	50	150
4	B	C	A	0	50	0	50
5	C	A	B	50	60	10	120
6	C	B	A	0	30	10	40

Tableau 11 : Exemple de calcul pour 3 candidats

La combinaison 1 est la combinaison dont la valeur est la plus élevée, elle est donc la combinaison gagnante. Le résultat de l'enchère de positionnement est le suivant :

- Le lauréat A obtient la position 1. S'il avait fait une offre à 0 sur toutes les combinaisons, la combinaison 3 aurait été gagnante. Cette combinaison sans l'offre du lauréat A vaut 100. La combinaison gagnante (combinaison 1) sans l'offre du lauréat A vaut 80. Le lauréat A s'acquitte donc de $100 - 80 = 20$.
- Le lauréat B obtient la position 2. S'il avait fait une offre à 0 sur toutes les combinaisons, la combinaison 1 aurait été gagnante. Cette combinaison sans l'offre du lauréat B vaut 150. La combinaison gagnante (combinaison 1) sans l'offre du lauréat B vaut 150. Le lauréat B s'acquitte donc de $150 - 150 = 0$.
- Le lauréat C obtient la position 3. S'il avait fait une offre à 0 sur toutes les combinaisons, la combinaison 2 aurait été gagnante. Cette combinaison sans l'offre du lauréat C vaut 160. La combinaison gagnante (combinaison 1) sans l'offre du lauréat C vaut 130. Le lauréat C s'acquitte donc de $160 - 130 = 30$.

II.10 Détermination des montants financiers dus par les lauréats au titre des présentes procédures de sélection

II.10.1 Bande 700 MHz

Le montant financier dû par un lauréat au titre de la présente procédure de sélection pour l'attribution de la bande 700 MHz est égal à la somme :

- du montant dû au titre de la phase d'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz décrite en parties II.1.7a) et II.5 ; et
- du montant financier dû au titre de l'enchère de positionnement sur les blocs en bande 700 MHz décrite en parties II.1.7b) et II.9.

II.10.2 Bande 3,4 - 3,8 GHz

Le montant financier dû par un lauréat au titre de la présente procédure de sélection pour l'attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz est égal à la somme :

- le cas échéant, pour les lauréats de cette phase, du montant dû au titre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en parties II.1.10a) et II.4 ;
- le cas échéant, pour les lauréats de l'enchère principale, du montant dû au titre de la phase d'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en parties II.1.10c) et II.4.2; et
- du montant financier dû au titre de l'enchère de positionnement sur les blocs de 50 MHz et les blocs de 10 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en parties II.1.10d)et II.9.

II.10.3 Bande 900 MHz

Le montant financier dû par un lauréat au titre de la présente procédure d'attribution du bloc en bande 900 MHz est égal au montant dû au titre de l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz décrite en parties II.1.8 et II.6.

II.10.4 Bande 2,1 GHz

Le montant financier dû par un lauréat au titre de la présente procédure d'attribution du bloc dans la bande 2,1 GHz est égal au montant dû au titre de l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz décrite en parties II.1.9 et II.3.

II.11 Délivrance des autorisations

Cette section s'applique à la délivrance des autorisations de chacune des six procédures : la délivrance de l'autorisation dans la bande 900 MHz décrite en partie II.1.8 et dans la bande 2,1 GHz décrite en partie II.1.9 à Saint-Barthélemy ainsi que la délivrance des autorisations dans la bande 700 MHz décrite en partie II.1.7d) et la délivrance des autorisations dans la bande 3,4 - 3,8 GHz décrite en partie II.1.10f) sur chacun des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

À l'issue de l'enchère de positionnement, le cas échéant, l'Arcep adopte et publie la décision relative au compte-rendu et au résultat de la procédure d'attribution, qui comprend l'identité des lauréats et les bandes de fréquences exactes qui leur sont respectivement attribuées. Elle délivre ensuite aux lauréats les autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande correspondant au résultat de la procédure. Les autorisations comportent les droits et obligations figurant au Document I.

Document III Dossier de candidature

La présente partie décrit le format et le contenu des dossiers de candidature qui doivent être remis à l'Arcep avant la date T_d .

III.1 Format des dossiers

Chaque dossier de candidature devra être obligatoirement libellé en langue française, dans sa totalité, y compris les annexes. Toutefois, dans le cas de rapports annuels de sociétés ou de documentations techniques de constructeurs, dont il est demandé de fournir préférentiellement une version en français, cette traduction n'est pas requise si une version en anglais est disponible.

Chaque dossier devra être adressé en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire électronique. Les originaux des documents certifiés ou signés sont requis. Les fichiers informatiques seront fournis à un format compatible Microsoft Office 2010. Le format PDF pourra être utilisé, à l'exception des fichiers relatifs au plan d'affaires qui seront obligatoirement fournis à un format compatible Microsoft Excel.

Il est recommandé aux candidats de porter la mention « Candidature pour les procédures d'attribution des fréquences à Saint-Martin et/ou Saint-Barthélemy » sur l'enveloppe extérieure de leurs dossiers de candidature.

Il est recommandé aux candidats de transmettre l'exemplaire papier du dossier en version agrafée, reliée ou thermocollée, plutôt que sous forme de classeurs.

Pour des raisons pratiques, les dimensions emballées de chaque élément du dossier devront être inférieures à 195 x 90 x 100 (en cm).

III.2 Contenu des dossiers

Les dossiers de candidature doivent contenir l'ensemble des éléments suivants et doivent être remis à l'Arcep avant la date T_d :

1. un courrier sollicitant l'attribution de fréquences signé par une personne habilitée à le faire au nom du candidat. Ce courrier précise :
 - si le candidat sollicite l'attribution de fréquences en bande 700 MHz, en bande 3,4 - 3,8 GHz ou les deux, et ceci sur le territoire de Saint-Martin, sur le territoire de Saint-Barthélemy ou sur les deux territoires ;
 - si le candidat sollicite l'attribution de fréquences en bande 900 MHz, en bande 2,1 GHz ou les deux sur le territoire de Saint-Barthélemy ;
2. un document attestant de l'habilitation du signataire de la candidature (par exemple : un procès-verbal de conseil d'administration, un procès-verbal de délibération ou une délégation de signature prévoyant le dépôt d'un dossier de candidature) ;
3. un document décrivant les informations relatives au candidat conformément à la partie III.3 ;
4. un document attestant que le candidat s'engage à respecter les conditions d'utilisation des fréquences conformément à la partie III.4 ;
5. un document indiquant, pour le territoire de Saint-Martin, pour le territoire de la Saint-Barthélemy, ou pour les deux territoires :
 - si le candidat sollicite l'attribution des fréquences en bande 700 MHz et s'il souhaite ou non participer à l'enchère principale sur les blocs en bande 700 MHz ;
 - si le candidat sollicite l'attribution des fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz et s'il souhaite ou non :

- obtenir des fréquences au titre de la phase d'attribution des blocs de 50 MHz en bande 3,4 - 3,8 GHz conformément à la partie II.4 du Document II et, le cas échéant, souscrire aux quatre engagements écrits en italique aux parties I.4.3b), I.4.3c) I.4.3d) et I.5.1 du Document I. Le candidat mentionnera ainsi explicitement dans son dossier de candidature les phrases en italique prévues dans chacune de ces parties (les mentions entre crochets ayant vocation à être remplacées par le candidat).
 - participer à l'enchère principale sur les blocs de 10 MHz en bande 3,4 – 3,8 GHz
6. un document indiquant, pour le territoire de Saint-Barthélemy si le candidat souhaite ou non:
 - participer à l'enchère sur le bloc en bande 900 MHz ;
 - participer à l'enchère sur le bloc en bande 2,1 GHz ;
 7. un document décrivant les aspects techniques, commerciaux et financiers du projet du candidat conformément à la partie III.5.1.

Les candidats pourront compléter leur dossier avec tout autre document qu'ils jugeront utile à l'examen de leur candidature.

Le dossier doit contenir un sommaire paginé ainsi qu'un bordereau indiquant le numéro de chaque pièce, son intitulé et le nombre de pages qu'elle comporte. Un résumé peut également être joint au dossier. Les candidats sont invités à numéroter les informations demandées avec la même numérotologie que celle utilisée ci-après.

III.3 Informations relatives au candidat

Les informations relatives au candidat qui doivent être fournies dans le dossier de candidature sont les suivantes :

1. l'identité du candidat (dénomination, forme juridique, siège social, le cas échéant preuve de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou équivalent) ;
2. le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne chargée du dossier de candidature. Les candidats sont à cet égard invités à indiquer une adresse située en Île-de-France afin de faciliter la transmission des documents envoyés par l'Arcep ;
3. le nom, le numéro de téléphone, l'adresse postale et l'adresse électronique de la personne à qui adresser les ordres de paiement pour les redevances prévues à la partie I.9.1 du Document I;
4. la composition de l'actionnariat du candidat ;
5. la liste (néant le cas échéant) des autorisations d'utilisation de fréquences dont le candidat ou ses actionnaires (y compris leurs filiales) sont déjà titulaires en France en application des articles L. 42-1 et L. 42-2 du CPCE ;
6. les condamnations (néant le cas échéant) à l'une des sanctions mentionnées aux articles L. 36-11, L. 39, L. 39-1 et L. 39-4 du CPCE dont a fait l'objet le candidat.

III.4 Engagement à respecter les conditions d'utilisation de fréquences

Conformément au Document II, le candidat doit s'engager à respecter les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I si son dossier est retenu. Il indique donc dans son dossier de candidature l'engagement à respecter les conditions d'utilisation de fréquences. Le candidat mentionnera ainsi explicitement une ou plusieurs phrases des phrases suivantes dans son dossier de

candidature, selon sa situation (les mentions entre crochets ayant vocation à être remplacées par le candidat) :

- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 700 MHz à Saint-Martin, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »
- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 700 MHz à Saint-Barthélemy, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »
- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »
- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz à Saint-Barthélemy, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »
- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 900 MHz à Saint-Barthélemy, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »
- « Dans le cadre de la procédure menée par l'Arcep pour l'attribution des fréquences de la bande 2,1 GHz à Saint-Barthélemy, la société **[Nom de la société]** s'engage à respecter, si elle se voit attribuer des fréquences, les conditions d'utilisation de fréquences telles que précisées dans le Document I de l'appel à candidatures. »

III.5 Description du projet

Afin de permettre à l'Arcep d'apprécier la qualification de la candidature, le candidat précise les aspects techniques, commerciaux et financiers suivants du projet :

III.5.1 Aspects techniques

- a) Présentation du réseau mobile préexistant utilisé par le candidat à Saint-Martin et/ou Saint-Barthélemy
7. la présentation générale et l'état du réseau mobile utilisé par le candidat à Saint-Martin et/ou Saint-Barthélemy;
 8. l'identité du propriétaire de ce réseau, si elle est différente de celle du candidat ;
 9. les éléments justifiant que le candidat est en mesure de s'appuyer sur ce réseau et notamment, le cas échéant, les éléments contractuels liant le candidat au propriétaire du réseau ;

b) Plan de déploiement

10. l'organisation que le candidat compte mettre en place pour déployer ou exploiter le réseau (sous-traitance...);
11. le nombre de stations radio, les technologies et le calendrier de déploiement envisagés;
12. les cartes de couverture présentant le déploiement prévisionnel du réseau mobile aux échéances précisées par le Document I;
13. la liste des fournisseurs d'équipements pour les différentes composantes du réseau et la synthèse des principaux éléments contractuels le liant le cas échéant à ces fournisseurs.

c) Description de l'architecture générale du réseau

La description de l'architecture générale du réseau porte sur l'ensemble des moyens mis en œuvre (infrastructure de transmission détenue en propre, liaisons spécialisées, commutation, etc.) pour la fourniture des services de communications électroniques et l'acheminement du trafic. Cette description comporte notamment une présentation des éléments suivants :

14. l'architecture générale du réseau;
15. la description du réseau de collecte;
16. les interconnexions envisagées;
17. les mesures prévues pour garantir la permanence, la disponibilité et la qualité du service.

III.5.2 Aspects commerciaux

18. la description des caractéristiques commerciales du projet, des services proposés et de son positionnement sur les marchés de gros et de détail;
19. la politique de communication et le ou les modes de distribution pour la commercialisation des services;
20. la structure tarifaire envisagée de l'offre de services.

III.5.3 Aspects financiers

21. les investissements annuels envisagés pour le réseau mobile en distinguant les investissements dans le réseau d'accès des autres investissements (collecte et cœur de réseau notamment);
22. le plan d'affaires prévisionnel du projet, comportant un niveau suffisant de détails pour identifier les recettes et les dépenses annuelles (investissements et charges d'exploitation);
23. le plan de financement prévisionnel et les justificatifs de la totalité des financements prévus. Le candidat doit notamment préciser s'il s'agit d'autofinancements ou de financements externes. Chaque financement doit être décrit précisément et justifié, selon la source, par des lettres d'engagement signées par les personnes habilitées à le faire. Ces lettres doivent chiffrer les montants minimaux que les organismes concernés s'engagent à apporter si le dossier du candidat est retenu.

Document IV Liste des autorisations d'utilisation de fréquences existantes dans la bande 3420 - 4200 MHz

IV.1 Autorisations d'utilisation de fréquences existantes dans la bande 3420 - 3800 MHz

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 3420 - 3800 MHz sont listées dans le tableau ci-après.

Type de service	Zone	Opérateur	Décisions	Échéance de l'autorisation	Fréquences
Boucle locale radio	Saint-Martin	Orange Caraïbe	2018-0252, 2019-1339, 2020-0427 2021-2745	31/08/2025	3410 - 3450 MHz

Tableau 12 : Liste des autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 3420 - 3800 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Document V Liste des zones concernées par les obligations décrites en parties I.4.1a) du Document I

V.1 Territoire de Saint-Martin

Saint-Martin			
Numéro de zone	Nom de la zone	Longitude ³⁷	Latitude ³⁸
1	Concordia	492221	1997488
		492382	1997723
		491344	1997822
2	Colombier	493327	1998270
		493643	1998177
		493661	1997897
3	Oyster Pond	498182	1996998
		498429	1996783
		498619	1996565
		498448	1996397
		498104	1996568
4	Cul de sac	497470	2001540
		496789	2001421
		497299	2001841
5	Quartier d'Orleans	496212	1997795
		497046	1997781
		495877	1997166

³⁷ Système de coordonnées : RGAF09 / UTM zone 20N - ESPG 5490

³⁸ Système de coordonnées : RGAF09 / UTM zone 20N - ESPG 5490

V.2 Territoire de Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy			
Numéro de zone	Nom de la zone	Longitude ³⁹	Latitude ⁴⁰
1	Vitet/Dévé	520473	1979417
		519894	1979491
2	Marigot/Montjean	519605	1980708
3	Flamands/Merlette/Terre-Neuve	515555	1980742
		515224	1981203
	Au vent (Anse des Cayes)	516319	1980915
		516460	1980329
	Corossol	515399	1980224
	Colombier	514187	1981113
		513965	1981686
Public	515776	1979683	

³⁹ Système de coordonnées : RGAF09 / UTM zone 20N - ESPG 5490

⁴⁰ Système de coordonnées : RGAF09 / UTM zone 20N - ESPG 5490